AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

COMPLEXE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET GESTION DES CONNAISSANCES (ECVP)

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Apporter des solutions basées sur la connaissance pour le développement de l'Afrique

Apporter des solutions fondées sur des connaissances probantes et adaptées aux réalités africaines pour une croissance inclusive et un développement durable en Afrique

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

COMPLEXE DU CHEF ÉCONOMISTE
ET VICE-PRÉSIDENT (ECVP)

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

COMPLEXE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET GESTION DES CONNAISSANCES (ECVP)

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Apporter des solutions basées sur la connaissance pour le développement de l'Afrique

Fournir des solutions fondées sur des connaissances factuelles et adaptées aux réalités africaines pour une croissance inclusive et un développement durable en Afrique

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

COMPLEXE DU CHEF ÉCONOMISTE ET VICE-PRÉSIDENT (ECVP)

INTRODUCTION

1. **OBJECTIF 1 :** FOURNIR DES SOLUTIONS AXÉES SUR LES CONNAISSANCES POUR AMELIORER LA QUALITÉ ET L'IMPACT DES OS ET ONS DE LA BANQUE SUR LE DEVELOPPEMENT DES PMR

   1.1. Améliorer la qualité à l'entrée
   1.2. Améliorer la qualité du portefeuille pays de la Banque

2. **OBJECTIF 2 :** FOURNIR DES SOLUTIONS AXÉES SUR LES CONNAISSANCES POUR AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE, L'ÉLABORATION DES POLITIQUES ET L'ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE DANS LES PMR.

   2.1. Rapports sur la performance et les perspectives économiques

   2.2. Leadership éclairé – Produits du savoir transformateurs
   2.3. Améliorer les réformes en matière de gouvernance économique en Afrique
   2.4. Services d'appui aux données et à l'analyses
   2.5. Exploiter les ressources naturelles de l'Afrique pour le développement

3. RENFORCER LES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

   3.1. Améliorer les résultats en matière de performance macroéconomique
      3.1.1. Taux de croissance du PIB réel et du PIB par habitant, 2015–2025
      3.1.2. Évolutions des taux de pauvreté, 2015 – 2024
      3.1.3. Ratio dette/PIB, 2015 – 2025
      3.1.4. Ratio Impôts/PIB, 2015 – 2025

   3.2. Amélioration des indicateurs de gouvernance et de gestion des politiques économiques en Afrique
      3.2.1. Indicateurs de gestion économique, 2015–2023
      3.2.2. Indicateurs de gouvernance en Afrique, 2015–2025

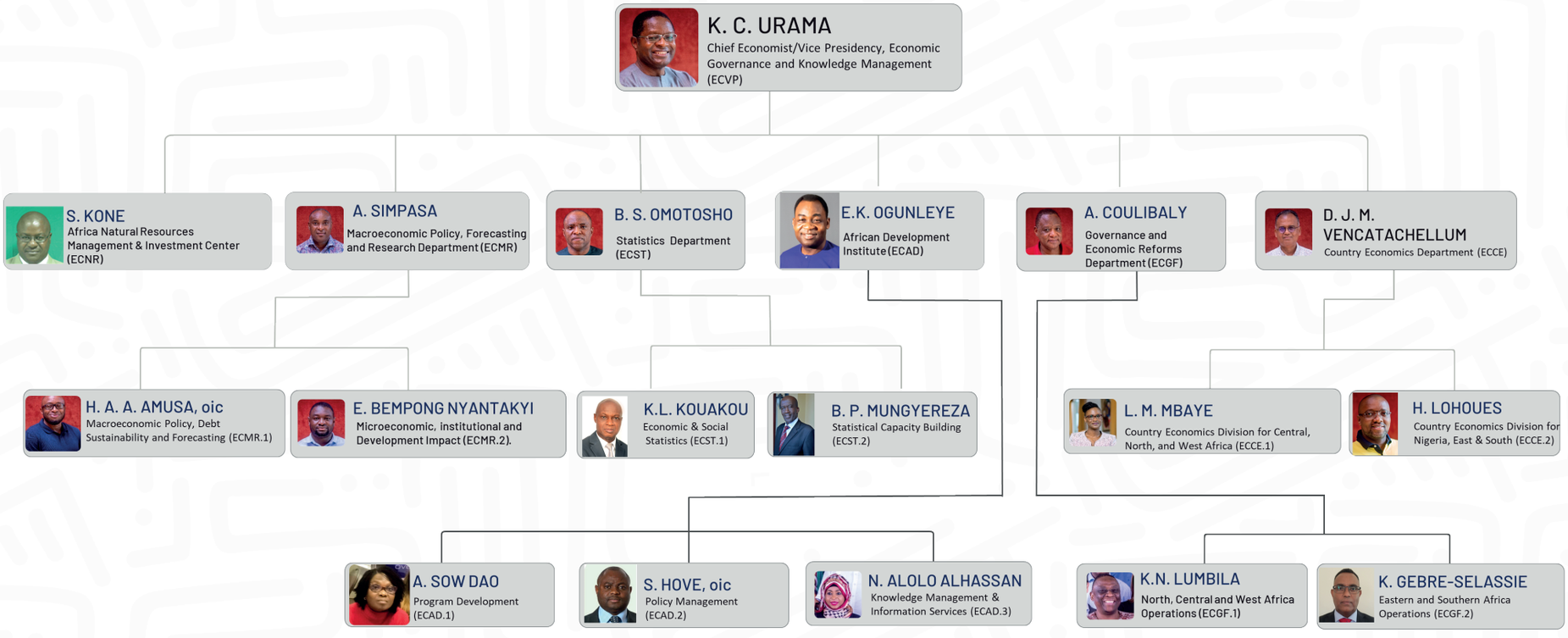
4. COURTAGE DE CONNAISSANCES, DIALOGUE SUR LES POLITIQUES, IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES, MOBILISATION DES RESSOURCES ET DES INVESTISSEMENTS

   4.1. Dialogue de la communauté mondiale de pratiques
   4.2. Série de séminaires d'éminents conférenciers Kofi Annan (KASELS)
   4.3. Conférence économique de l'Afrique (CEA)
   4.4. Service d'intelligence économique et de courtage de connaissances

5. PERSPECTIVES D'AVENIR : PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU TRAVAIL DU COMPLEXE EN 2026–2030

   5.1. Redoubler d'efforts pour améliorer la qualité de la mise en œuvre des opérations et du portefeuille de la Banque
   5.2. Miser davantage sur une économie de la connaissance de l'avenir

STRUCTURE / ORGANIGRAMME



INTRODUCTION

La vice-présidence chargée de la gouvernance économique et de la gestion des connaissances (ECVP) a été créée dans le but d'atteindre un objectif stratégique et deux objectifs interdépendants :

Objectif stratégique : fournir des solutions fondées sur des connaissances factuelles et adaptées aux réalités africaines pour une croissance inclusive et un développement durable en Afrique.

Objective 1 : Fournir des solutions axées sur des connaissances pour améliorer la qualité et l'impact des opérations souveraines (OS) et non souveraines (ONS) de la Banque sur le développement dans des pays membres régionaux (PMR) ; et

Objective 2 : fournir des solutions axées sur les connaissances pour améliorer la gouvernance économique, l'élaboration des politiques et l'environnement stratégique dans les pays membres régionaux.

Le présent rapport succinct s'articule autour de ces deux objectifs et met en exergue les principales réalisations d'ECVP entre 2015 et 2025.

1. Objectif 1

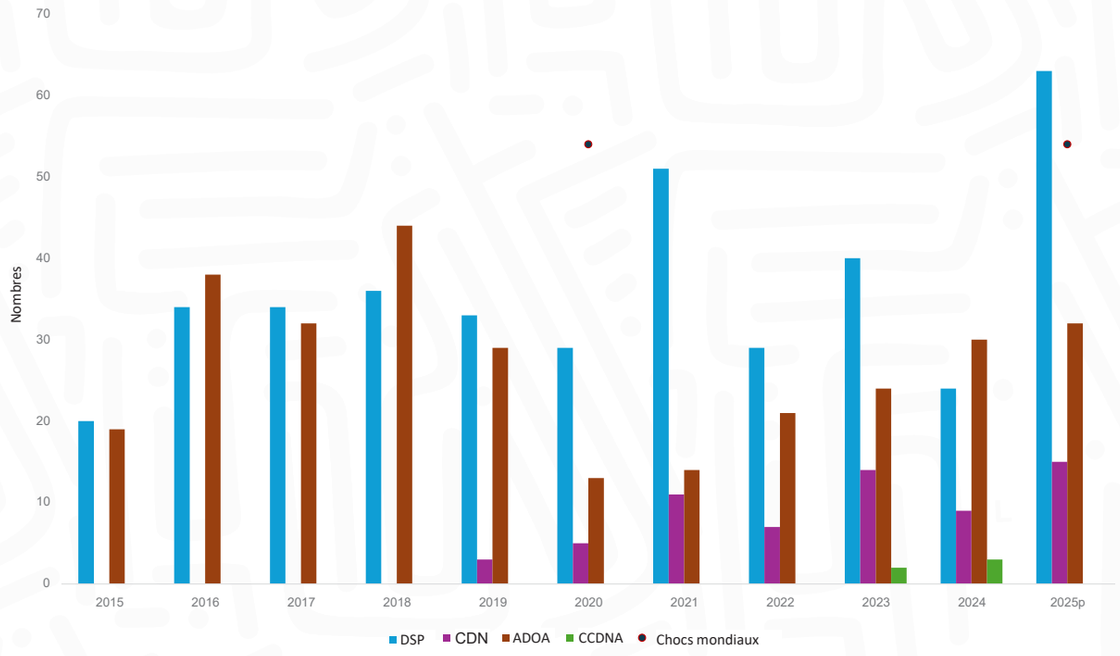
Fournir des solutions fondées sur des connaissances factuelles et adaptées aux réalités africaines pour une croissance inclusive et un développement durable en Afrique

Au cours de la période considérée, la Banque a accéléré ses activités de formation, d'assistance technique (AT) et de gestion des connaissances afin d'accroître la qualité et l'impact sur le développement de ses opérations souveraines et non souveraines dans les PMR.

1.1. Améliorer la qualité à l'entrée

ECVP a œuvré en étroite collaboration avec le Complexe Développement régional, Intégration et Prestation de Services (RDVP) afin de produire plus de 400 documents programmatiques à fort impact qui ont renforcé l'intervention de la Banque dans les pays, la conception des projets, la gestion du portefeuille et le dialogue sur les politiques nationales. Il s'agit notamment de 338 documents de stratégie pays (DSP) et de documents connexes tels que des revues à mi-parcours, 50 notes de diagnostic pays (NDP) et 264 rapports sur l'évaluation de l'additionnalité et des résultats en matière de développement (ADOA), ainsi que cinq rapports sur l'évaluations des besoins en matière de développement des capacités des pays (CCDNA) (voir Graphique 1).

GRAPHIQUE 1 **PRÉSENTATION DES RAPPORTS SUR LA PROGRAMMATION PAYS, 2015–2025**



* 2020 ==> COVID-19 Notes pays ; 2025 ==> Impact des droits de douane américains.
Source : Département Économie pays & Institut africain de développement

Chacun de ces produits du savoir est conçu pour apporter des solutions ciblées et fondées sur des données probantes, permettant de prioriser les opérations, d'évaluer et d'éclairer la qualité à l'entrée, et d'évaluer rigoureusement les impacts potentiels sur le développement et les complémentarités adaptés au contexte de chaque pays.

Le rôle d'ECVP dans la production des NDP et des DSP a débuté en 2017 avec la création du Département Économies pays (ECCE). Depuis lors, le Complexe a intensifié la production de ces deux types de documents, en les complétant par des Rapports pays (RP), introduits en 2022 afin de fournir des analyses actualisées de l'environnement économique et stratégique de chaque pays, et d'identifier les principaux moteurs de croissance, dans le but d'éclairer les priorités d'investissement du Groupe de la Banque et d'autres institutions de financement du développement.

Les CCDNA ont été introduites en 2020 pour permettre d'identifier les besoins des pays en matière de capacités, dans le but d'élaborer des programmes de renforcement des capacités adaptés aux projets, de manière à assurer un transfert efficace des connaissances et des compétences, de renforcer l'employabilité des citoyens participant aux projets et d'assurer la viabilité globale des projets après leur achèvement.

Outre les DSP, les NDP et les CCDNA, les rapports ADOA de la Banque constituent un outil décisionnel essentiel pour les ONS et les opérations régionales de l'institution. Les rapports d'évaluation de l'ADOA identifient les contributions spécifiques de la Banque au-delà du financement commercial des ONS, et consignent leur impact potentiel sur le développement des PMR, éclairant ainsi le processus décisionnel du Conseil d'administration de la Banque concernant toutes les ONS, aux fins de maximiser leur contribution à l'accomplissement de la mission de développement de la Banque. Depuis 2015, le Complexe a publié 264 notes ADOA à l'appui des opérations non souveraines approuvées par le Conseil d'administration. Grâce à ces approbations, la Banque a contribué à hauteur de 19,85 milliards d'USD, soit 20 % des 97 milliards d'USD d'opérations d'investissement dans le secteur privé dans la région. Ces opérations ont créé plus de 365 000 emplois dans les PMR, dont 29 % sont occupés par des femmes.

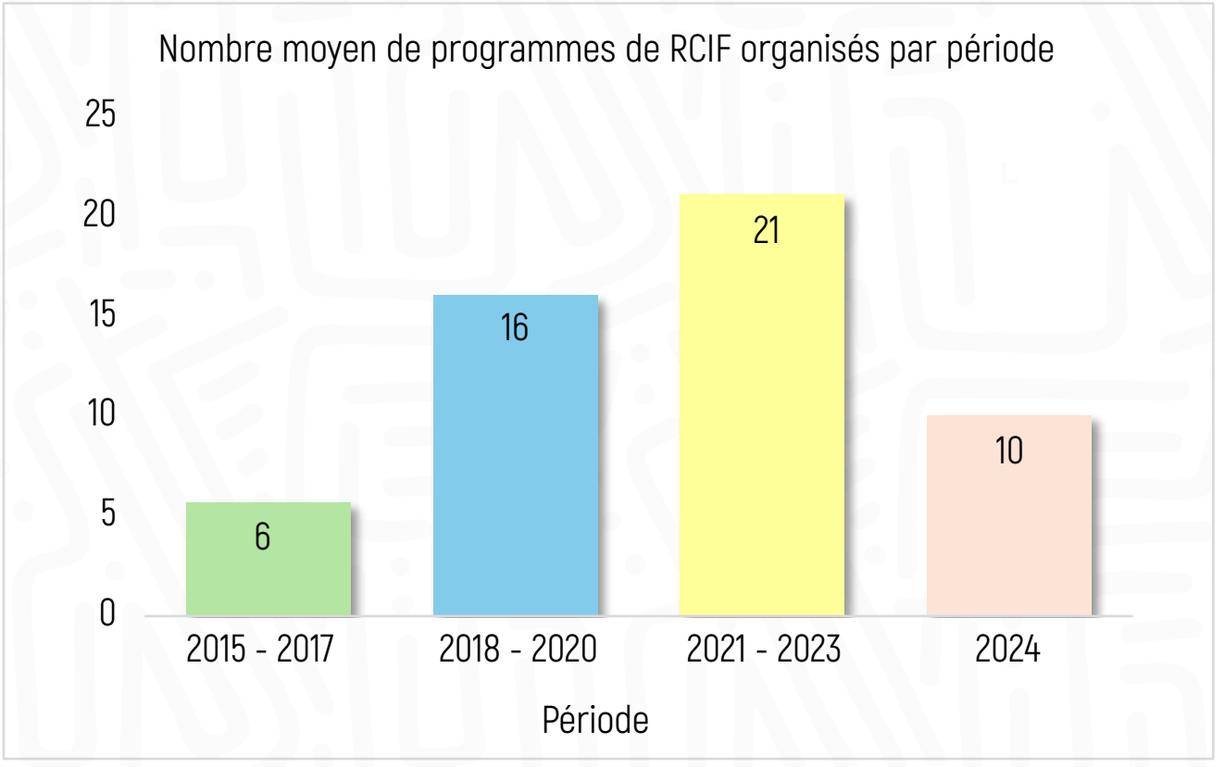
1.2. Améliorer la qualité du portefeuille pays de la Banque

En outre, ECVP a accéléré l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités institutionnelles et fiduciaires spécialisés (RCIF), conçus pour identifier efficacement les défis liés à la mise en œuvre des portefeuilles de la Banque dans les pays, et pour former les chargés de supervision des projets au sein des cellules d'exécution de projets (CEP) des ministères de tutelle afin qu'ils puissent relever efficacement ces défis

Au cours de la période de dix ans, avec la mise en œuvre du RCIF, le nombre de portefeuilles pays couverts et le nombre des responsables des CEP formés ont considérablement augmenté (voir Graphique 2). Alors qu'il n'y en avait que trois en 2016 et 2017, le nombre des portefeuilles pays couverts a fortement augmenté pour atteindre une moyenne de 19 entre 2019 et 2024, sous réserve de la disponibilité du budget requis. Plus de 7 500 bénéficiaires ont été directement impliqués dans la gestion des projets financés par la Banque.Les témoignages des bénéficiaires montrent que la qualité du programme de formation s'est aussi nettement améliorée, plus de 90 % d'entre eux ayant jugé la formation excellente (note de 4,5 sur une échelle de 5, où 5 correspond à « excellent »). La certification des participants au programme de RCIF, récemment mise en place, a également renforcé l'engagement des pays et des participants. Ceux qui ont suivi le programme à plusieurs reprises ont déclaré que les compétences acquises leur avaient permis d'améliorer leurs pratiques et leurs performances en matière de gestion de projet.

Les données montrent que le taux des projets, pour lesquels la sonnette d'alarme a été tirée, a considérablement baissé, passant de 40 % en janvier 2015 à 31 % en décembre 2024 (Graphique 3). Les performances du portefeuille de la Banque se sont sensiblement améliorées au cours de la période, avec un quadruplement du nombre des projets jugés « très satisfaisants », une augmentation de 12 points de pourcentage de la part des projets jugés « satisfaisants » ou « très satisfaisants » (de 82 % en 2015 à 94 % en décembre 2024), et avec seulement 6 % de projets à problèmes dans le portefeuille total de la Banque.

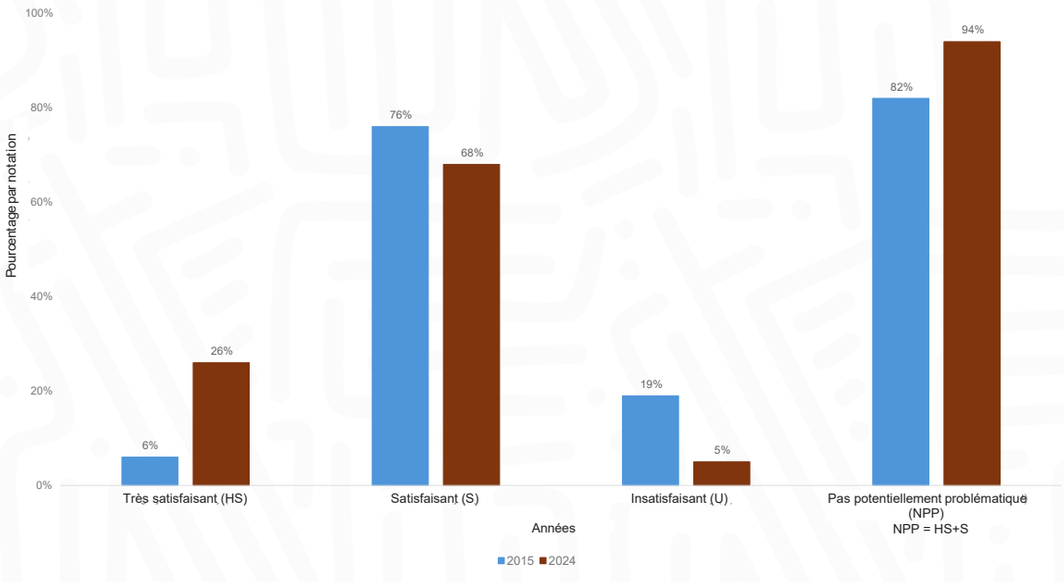
GRAPHIQUE 2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS EN MATIÈRE DE RCIF, 2015-2024



Source : Institut africain de développement de la BAD[1]

[1] La récente diminution du nombre des portefeuilles pays couverts est liée aux contraintes budgétaires consécutives à l'exécution, imposées par le Cadre de maîtrise des coûts du Groupe de la Banque.

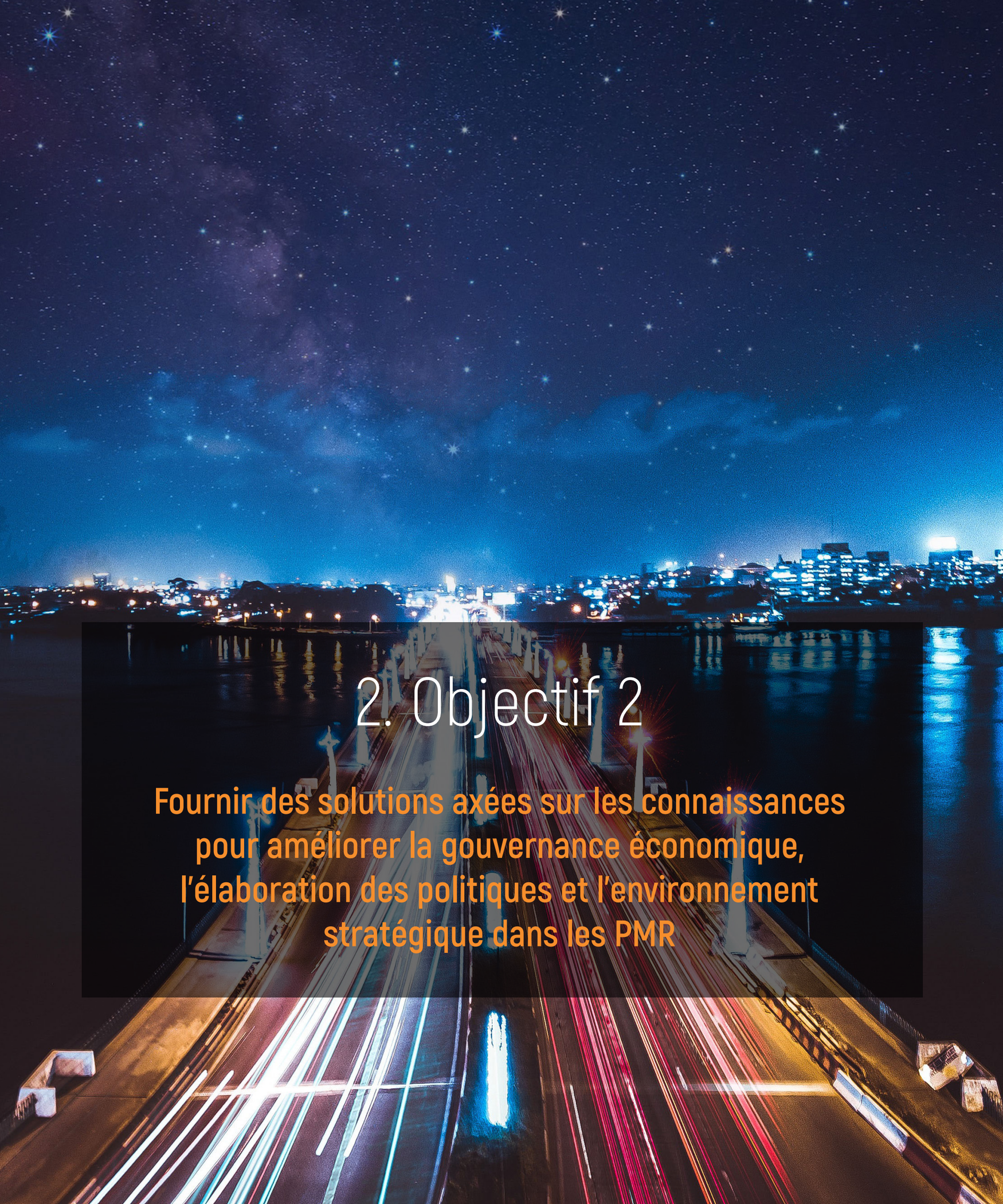
GRAPHIQUE 3 **ÉVOLUTION DE LA NOTATION GLOBALE DES PROJETS DANS LE PORTEFEUILLE DE LA BANQUE (2015 VS 2024)**



Source : Institut africain de développement de la BAD

Au cours de la dernière décennie, le Complexe a fourni en moyenne 250 produits et services statistiques pour appuyer les opérations de la Banque, le dialogue sur les politiques et l'élaboration de documents de stratégie et de programmation.

Plus particulièrement, le cadre d'évaluation de la résilience et de la fragilité pays, utilisé pour les allocations basées sur la performance du Fonds africain de développement, repose sur une solide validation statistique fournie par le Complexe.

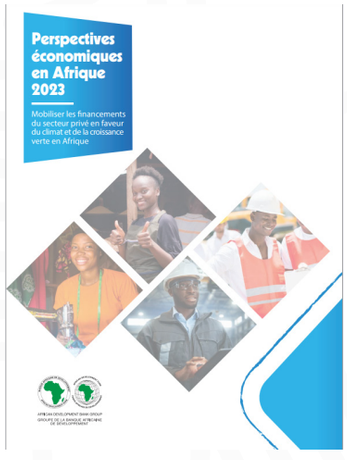


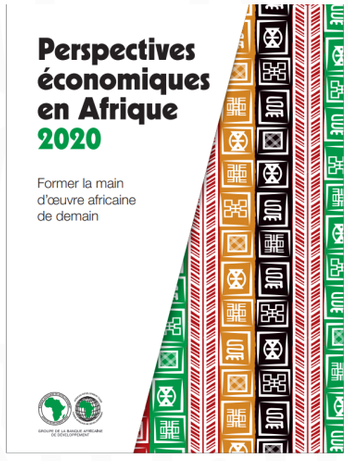
2. Objectif 2

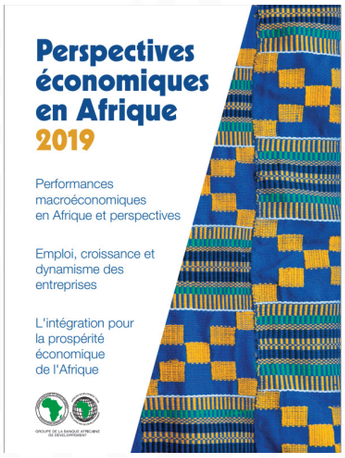
Fournir des solutions axées sur les connaissances pour améliorer la gouvernance économique, l'élaboration des politiques et l'environnement stratégique dans les PMR

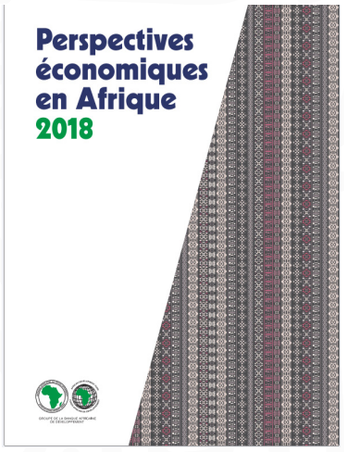
2.1. Rapports sur la performance et les perspectives économiques

Pour accomplir sa mission fondamentale qui est d'apporter des solutions fondées sur le savoir aux fins du développement de l'Afrique, la Banque a commencé, en 2017, à produire en interne les rapports intitulés « Perspectives économiques en Afrique » (PEA). Depuis lors, elle a considérablement amélioré la ponctualité, la qualité et la pertinence de ces rapports phares, qui sont publiés chaque année lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque. Le rapport sur les PEA est devenu une référence incontournable dans les échanges stratégiques, à l'échelle nationale, continentale ou internationale, pour englober la performance économique et les perspectives à court et à moyen terme de l'Afrique. Il est désormais indissociable des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque, qui reprennent chaque année le thème du rapport sur les PEA, et organisent des dialogues présidentiels et des événements thématiques consacrés aux PEA. Le rapport a fait l'objet de réunions de haut niveau, organisées dans plusieurs capitales des pays membres régionaux et non régionaux de la Banque, notamment aux États-Unis, en Corée du Sud, au Royaume-Uni, au Japon, en Finlande, en Irlande, au Danemark, en Norvège, en Suède, au Canada et en Allemagne, où il a été présenté à de hauts fonctionnaires, au secteur privé, au milieu universitaire et à la société civile afin d'éclairer les interventions stratégiques en faveur du développement de l'Afrique.







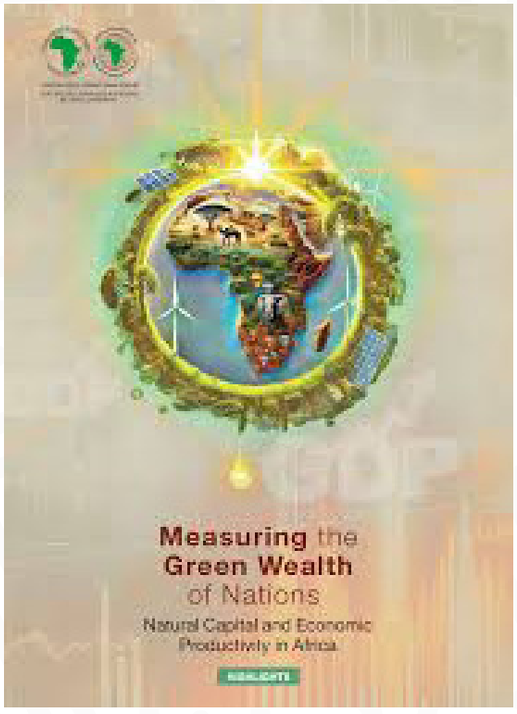


En outre, la Banque a lancé les rapports sur les performances et les perspectives macroéconomiques (PPM) afin de proposer des analyses objective et ponctuelles des fondamentaux macroéconomiques dynamiques de l'Afrique, de manière à orienter les décisions stratégiques et d'investissement des pays africains et des instances internationales. Lancé en 2022, le rapport sur les PPM est aujourd'hui l'un des rapports officiels les plus respectés au monde sur les performances macroéconomiques des pays africains. Il est publié conjointement par le Groupe de la Banque et la Commission de l'Union africaine (CUA). Des exemplaires du rapport sur les PPM ont été mis à la disposition des chefs d'État et de Gouvernement africains à la Mandela Hall, lors du sommet des chefs d'État de l'Union africaine, tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie. Afin de fournir des analyses approfondies et des recommandations spécifiques au contexte régional et national, la Banque a introduit les rapports sur les performances et les perspectives économiques régionales et les rapports pays, qui sont publiés chaque année après les rapports sur les PPM et les PEA.

À travers ces rapports, publiés en consultation avec les pays membres, la Banque fournit des données économiques, des statistiques et des stratégies nationales fondées sur des données probantes et adaptées aux réalités économiques africaines, afin d'orienter les décisions en matière de stratégies publiques et d'investissement dans les pays africains et leurs économies par les investisseurs publics internationaux et les partenaires au développement.

2.2. Leadership éclairé – Produits transformateurs de la connaissance

Le Complexe reste pleinement engagé dans les dialogues et le leadership au niveau mondial sur des questions spécifiques, y compris le plaidoyer pour la réforme de l'architecture financière mondiale afin de prendre en compte les biens publics mondiaux et les objectifs de développement mondiaux émergents. ECVP pilote l'appui de la Banque à la présidence sud-africaine du G20 en 2025 et à l'adhésion de l'Union africaine (UA) au G20, en apportant un leadership éclairé et des contributions techniques dans plusieurs domaines. En outre, ECVP a dirigé l'élaboration de plusieurs produits phares du savoir qui fournissent des schémas directeurs pour les programmes de développement de l'Afrique, en collaboration avec la CUA et d'autres partenaires.

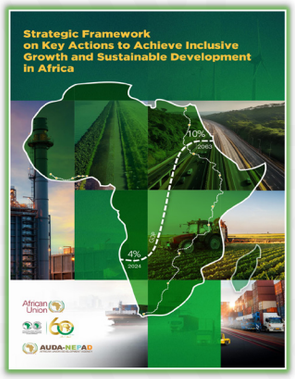


2.2.1. Mesurer la richesse verte des pays : Capital naturel et productivité économique en Afrique

En novembre 2024, la Banque a publié un nouveau rapport d'orientation intitulé « Mesurer la richesse verte des nations : Capital naturel et productivité économique en Afrique », lors d'un sommet présidentiel en marge de la COP28, tenu à Bakou (Azerbaïdjan), sous les auspices de S.E.M. Sassou Nguesso Président de la République du Congo, S.E.M. William Ruto, Président de la République du Kenya, du Président du Comité des chefs d'État de l'UA sur le changement climatique, et de M. Akinwumi Adesina, Président du Groupe de la Banque. Ce rapport plaide en faveur de la comptabilisation du capital naturel et de l'intégration de la valeur du capital naturel dans les systèmes de comptabilité nationale (SCN) et dans la mesure de la richesse des pays. En 2025, la Commission de statistique des Nations unies a adopté le SCN 2025, qui comporte des méthodologies d'évaluation des ressources naturelles, avec une période de mise en œuvre prévue entre 2029 et 2030. La transition vers le SCN 2025 est une entreprise majeure, et lle est d'autant plus importante pour les PMR qui utilisent encore des cadres de comptes nationaux antérieurs au SCN 2008 que la transition sera plus onéreuse en ressources pour ces pays.

2.2.2. Le cadre stratégique d'actions clés en faveur de la réalisation d'une croissance inclusive et un développement durable en Afrique

En février 2025, la Banque, en partenariat avec la CUA et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD), a publié un rapport sur le « Cadre stratégique d'actions clés en faveur de la la réalisation d'une croissance inclusive et d'un développement durable en Afrique ». Ce rapport fournit un plan directeur pour accélérer la hausse des taux de croissance annuelle du PIB réel et du PIB par habitant en Afrique, de la moyenne actuelle de 3,8 % et 0,9 % respectivement, pour atteindre 7 à 10 %,



et pas moins de 3,5 %, respectivement - des niveaux suffisants pour créer des emplois de qualité et éradiquer la pauvreté extrême sur le continent, s'ils sont maintenus pendant plus de quatre décennies, jusqu'en 2063.

Réalisé à la demande du Président de la CUA, le rapport a identifié les moteurs stratégiques qui permettront au continent d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063. Il a été adopté lors de la 38e session ordinaire des chefs d'État et de Gouvernement à Addis-Abeba en février 2025.

2.2.3. Le mécanisme africain de stabilité financière (MASF)

La Banque a également publié le rapport technique et opérationnel sur le Mécanisme africain de stabilité financière (MASF), élaboré en collaboration avec la CUA et les États membres, en réponse à une décision de la Conférence de l'UA en février 2022 (Décision 817 (XXXV) de l'UA). Le MASF est conçu pour fournir un appui en matière de liquidités aux États membres africains pour leur permettre de faire face aux risques récurrents de refinancement de la dette, dont le coût pour le continent est estimé à plus de 10 milliards d'USD par an d'ici à 2030.

Le MASF est une initiative historique, visant à relever les défis urgents auxquels l'Afrique est confrontée en matière de refinancement de la dette et de liquidités. Conçu comme un filet régional de sécurité financière, il offre des options de refinancement abordables et évolutives afin de prévenir les défauts de paiement liés à l'illiquidité, et de soutenir une gestion durable de la dette. Contrairement à d'autres institutions financières, le MASF se concentrera exclusivement sur le refinancement de la dette au moyen d'instruments tels que les prêts concessionnels, les achats d'obligations et des garanties, assurant ainsi à l'Afrique un mécanisme dédié à la stabilité financière.

2.2.4. L'indice de fourniture des services publics en Afrique (PSDI)

ors des Assemblées annuelles de 2025 de la Banque, ECVP a également lancé la première édition de l'Indice de fourniture des services publics en Afrique (PSDI) – un indice composite qui permet de suivre les performances des organismes publics africains en matière de fourniture de services publics aux citoyens. Le PSDI, qui mesure les résultats quantitatifs et la qualité perçue des services publics à travers des indicateurs de développement clés aux niveaux continental, régional, national et sectoriel, offre un outil indépendant, normalisé et transparent pour mesurer les performances, sous différents aspects, de la fourniture des services publics aux niveaux concernés. Il offre une base probante pour la responsabilisation publique et la priorisation des investissements afin de promouvoir une meilleure prestation des services publics aux citoyens par les agents publics. L'indice ouvrira la voie à la création d'un Prix de la fourniture des services publics en Afrique afin d'encourager les investissements et la responsabilisation publique en matière de fourniture de services publics de qualité aux citoyens par les communautés économiques régionales, les pays, les ministères sectoriels et d'autres organismes publics à travers l'Afrique.

Le PSDI a été conçu pour atteindre cinq objectifs stratégiques : promouvoir la transparence et la responsabilité dans la prestation des services publics ; soutenir la priorisation et la sélectivité des investissements afin d'accroître l'efficacité de la réalisation des objectifs de développement nationaux, régionaux et continentaux, notamment les « High 5 » de la Banque, l'Agenda 2063 et les ODD ; de permettre l'évaluation de l'optimisation des dépenses publiques ; de fournir des données transparentes et accessibles au public pour la recherche ciblée, l'innovation et l'élaboration des politiques ; et encourager la performance dans la fourniture des services publics. En consolidant les indicateurs sectoriels cloisonnés et en intégrant la perception des citoyens quant à la qualité des services, le PSDI constitue un outil exhaustif de diagnostic et d'apprentissage pour les pouvoirs publics, les partenaires au développement et les citoyens pour identifier les lacunes dans la fourniture de services et d'améliorer les résultats pour tous les Africains.

LIENS AUX DOCUMENTS		
Document	**URL**	**QR Code**
Mesurer la richesse verte des nations : capital naturel et productivité économique en Afrique	https://www.afdb.org/en/documents/measuring-green-wealth-nations-natural-capital-and-economic-productivity	
Cadre stratégique d'actions clés en faveur de la réalisation d'une croissance inclusive et d'un développement durable en Afrique	https://www.afdb.org/en/documents/strategic-framework-key-actions-achieve-inclusive-growth-and-sustainable-development-africa	
L'indice de fourniture des services publics en Afrique (PSDI)	https://www.afdb.org/en/documents/public-service-delivery-index-africa-2024-report	
Rapport technique et opérationnel du Mécanisme africain de stabilité financière	https://www.afdb.org/en/documents/african-financing-stability-mechanism-afsm-technical-and-operational-report	
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE		
PEA 2025	https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2025	
PEA 2024	https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/african_economic_outlook_aeo_2024_0.pdf	
PEA 2023	https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb23-01_aeo_main_english_0602.pdf	
PEA 2022	https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2022	

PEA 2021	https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2021	
PEA 2020	https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020	
PEA 2019	https://www.afdb.org/en/documents/document/african-economic-outlook-aeo-2019-107319	
PEA 2018	https://www.afdb.org/en/documents/document/african-economic-outlook-aoe-2018-99877	
Performances et perspectives macroéconomiques (PPM)		
PPM 2025	https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2025	
PPM 2024	https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2024	
PPM 2023	https://www.afdb.org/fr/documents/performances-et-perspectives-macroeconomiques-de-lafrique-janvier-2023	
Sélectionner les rapports sur les perspectives économiques régionales et les rapports nationaux		
2024 Perspectives économiques régionales pour l'Afrique du Nord	https://www.afdb.org/en/documents/north-africa-economic-outlook-2024	

Rapport pays 2024 Mauritanie	https://www.afdb.org/en/documents/rapport-pays-2024-mauritanie-impulser-la-transformation-de-la-mauritanie-par-la-reforme-de-larchitecture-financiere-mondiale	
Rapport pays 2024 Ghana	https://vcda.afdb.org/en/reports/country-focus-report-2024-ghana	
Rapport pays 2024 Afrique du Sud	https://www.afdb.org/en/documents/country-focus-report-2024-south-africa-driving-south-africas-transformation-reform-global-financial-architecture	
Rapport pays 2024 Tanzanie	https://www.afdb.org/en/documents/country-focus-report-2024-tanzania-driving-tanzanias-transformation-reform-global-financial-architecture	
Rapport pays 2024 Cameroun	https://www.afdb.org/en/documents/rapport-pays-2024-cameroun-impulser-la-transformation-du-cameroun-par-la-reforme-de-larchitecture-financiere-mondiale	

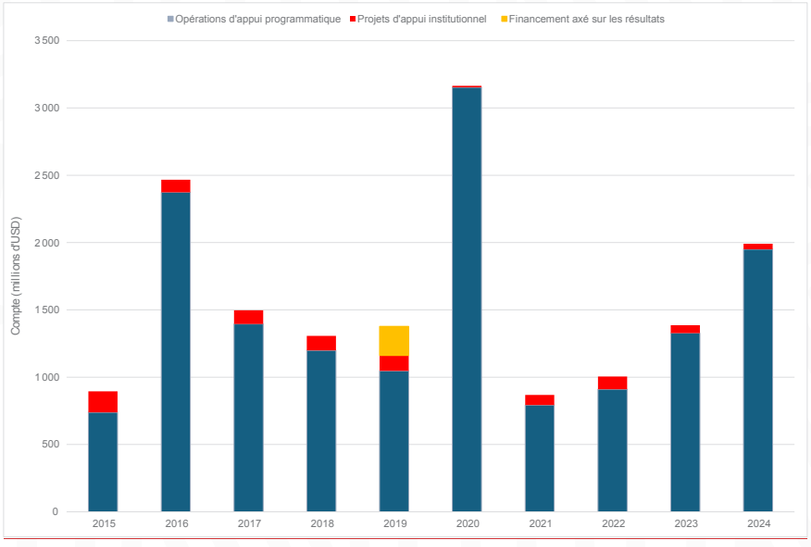
2.2.5. Promouvoir la souveraineté économique de l'Afrique

Le Complexe produit également des rapports d'intelligence économique, sous forme de réponse rapide, à la haute direction de la Banque et aux pays membres, sur la base d'un suivi continu des marchés mondiaux, de l'évolution géopolitique et de leurs implications pour le développement économique des pays africains, et vice versa.

2.3. Renforcer les réformes de la gouvernance économique en Afrique

À l'appui de sa mission fondamentale qui consiste à améliorer la gouvernance économique dans les PMR, la Banque a approuvé le montant d'environ 16,27 milliards d'USD de financement pour renforcer la qualité des politiques et des institutions économiques à travers l'Afrique au cours de la dernière décennie. Pendant cette période, tous les PMR, sauf un, ont bénéficié d'au moins une opération programmatique gérée par ECVP. Ces interventions regroupaient 154 opérations d'appui programmatiques, d'un montant moyen de 1,36 milliard d'USD, sur chacune des dix années prévues (Graphique 4). Le graphique affiche une augmentation sensible du volume des opérations programmatiques approuvées par le Groupe de la Banque au cours de la période, en particulier en 2016, au plus fort de la crise des produits de base, lorsque la Banque a approuvé le Programme d'appui à la compétitivité industrielle et énergétique en faveur de l'Algérie, d'un montant de 972,33 millions d'USD, et le Programme d'appui à la gouvernance économique, à la diversification et à la compétitivité au profit du Nigeria, d'un montant de 607,54 millions d'USD ; ces deux interventions constituant ainsi les deux plus grosses opérations programmatiques de la décennie, et en 2020, lorsque la Banque a aidé les pays africains à financer des interventions économiques, sociales et sanitaires visant à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19. Au cours de cette décennie, la Banque a également approuvé 109 projets d'appui institutionnel (d'un montant moyen de 85,43 millions d'USD par an au cours de la dernière décennie) et une opération de financement axée sur les résultats en 2019, avec un décaissement de 216,98 millions d'USD, qui portait sur la gouvernance économique. Ces opérations ont permis de faire avancer les priorités de la Stratégie de la Banque en matière de gouvernance économique en Afrique et de Plan directeur pour la lutte contre le blanchiment de capitaux et les flux financiers illicites. En ce qui concerne ce dernier volet, l'appui de la Banque prévoit l'adoption de lois visant à renforcer les systèmes nationaux de déclaration d'actifs et de propriété effective, le renforcement des capacités des organismes de lutte contre la corruption, et l'appui à la gestion de la demande. Au Sénégal, par exemple, l'OAP de la Banque en 2019 a permis la mise en place d'un système d'échange automatique d'informations sur les comptes financiers et, la même année, l'installation d'un système informatique pour la réception, le traitement, la transmission et l'utilisation des informations fiscales. Grâce à cette série de mesures d'appui aux stratégies et au renforcement des capacités, le Sénégal a été retiré de la « liste grise » du GAFI des pays présentant des lacunes stratégiques dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération.

GRAPHIQUE 4 VOLUME DES OPÉRATIONS RÉALISÉES, 2015–2024



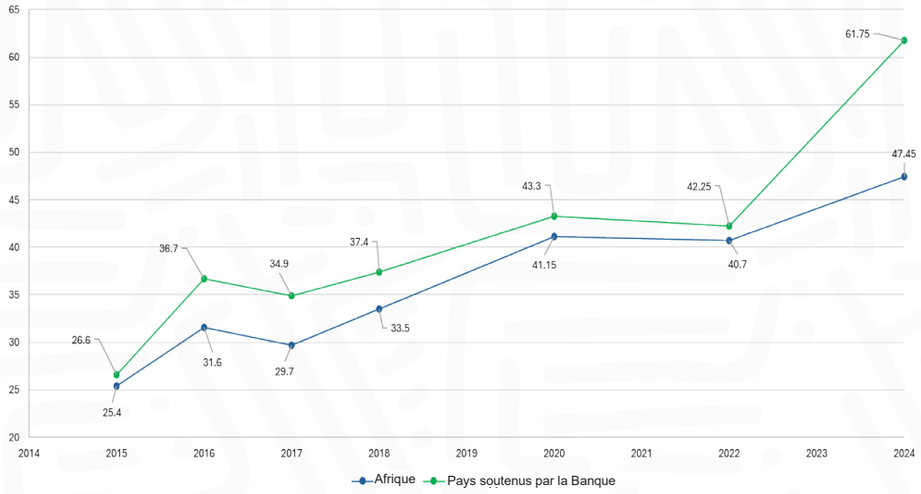
Source : Tableau de bord de mise en œuvre des opérations de la BAD

2.4. Services d'appui aux données et à l'analyse

Le Groupe de la Banque reconnaît que seule la gestion de ce qui est mesurable est possible. À cet égard, le Complexe ECVP a considérablement accru son soutien aux PMR afin de renforcer les capacités de leurs bureaux nationaux de la statistique, et de moderniser leurs systèmes statistiques de manière à fournir des données actualisées pour une planification et une gestion efficaces du développement économique. Depuis 2015, la Banque a mis en œuvre 2 244 programmes d'assistance technique couvrant divers domaines statistiques afin d'améliorer la qualité des opérations statistiques dans les PMR. En 2012, la Banque a lancé l'initiative « Autoroute de l'information en Afrique » et a mis au point une plateforme de données ouvertes (PDO) pour une diffusion efficace des données sur le continent. La PDO a permis d'améliorer considérablement la disponibilité des données sur les indicateurs

pertinents pour le suivi des progrès de l'agenda régional et mondial. Ce système est devenu la principale source de données pour les analyses économiques du Groupe de la Banque et des banques multilatérales de développement partenaires, notamment le Groupe de la Banque mondiale, le FMI et d'autres institutions. En 2024, la Banque a mis à niveau la PDO pour en faire un système plus robuste (PDO 2.0) qui facilite la collecte, la normalisation, l'harmonisation et la diffusion des données, ainsi que l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA). La PDO 2.0 est entièrement géré par le Département des statistiques de la Banque, en collaboration avec les PMR, afin de garantir la validation rigoureuse des données ainsi que la souveraineté et la durabilité des données sur le continent. Cette approche favorise l'appropriation locale et le transfert de connaissances entre la Banque et les pays, ainsi qu'entre les pays africains eux-mêmes.

GRAPHIQUE 5 SCORE GLOBAL MOYEN DE L'INVENTAIRE DES DONNÉES OUVERTES DES PAYS AFRICAINS, 2015–2024

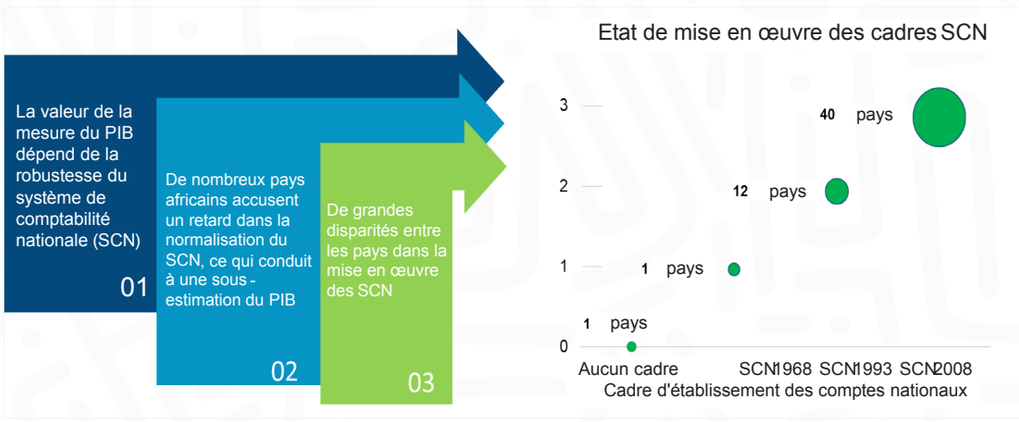


[2] Deux pays, l'Algérie et la Sierra Leone, ont récemment migré vers le SCN 2008.

L'appui de la Banque a contribué à l'amélioration durable de la couverture et de la transparence des données dans les systèmes statistiques africains, le score de l'inventaire des données ouvertes du continent passant de 25,4 en 2015 à 47,5 en 2024 (Graphique 5). La Banque, en collaboration avec d'autres partenaires, a également contribué à une augmentation sensible du nombre de PMR mettant en œuvre le SCN 2008, qui est passé de 7 en 2015 à 40 en 2025 (Graphique 7). Ces améliorations ont un impact direct sur la robustesse et la fiabilité des indicateurs socio-économiques des pays africains par rapport à leurs pairs.

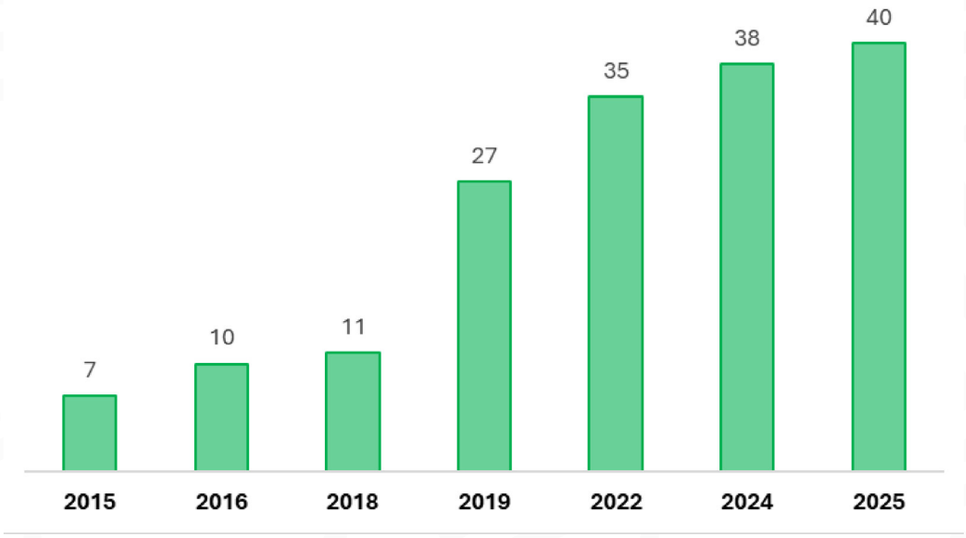
Notre enquête de 2024 a révélé que 16 pays africains utilisaient un SCN obsolète pour calculer leur PIB chaque année, dont l'un remonte à 1968 (Graphique 6). Cela signifie que pour ces pays, les chiffres du PIB sont sous-évalués par rapport à ceux de leurs pairs, ce qui limite leurs possibilités d'accès durable aux marchés des capitaux. La Banque a lancé un programme stratégique visant à aider ces 16 pays à mettre à niveau leurs comptes nationaux, en conformité avec le SCN de 2008, afin de les préparer à la migration vers le SCN de 2025, prévue pour la période de mise en œuvre 2029-2030.

GRAPHIQUE 6 ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES CADRES DU SCN



Source : Département des statistiques de la BAD et Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

GRAPHIQUE 7 NOMBRE DE PAYS UTILISANT LE SCN 2008



Source : Département des statistiques de la BAD

2.5. Exploiter les ressources naturelles de l'Afrique pour le développement

En 2024, les principales activités des centres africains de gestion et d'investissement dans les ressources naturelles se concentraient sur : i) la production de connaissances pour appuyer la gestion durable des ressources naturelles de l'Afrique ; ii) l'assistance technique et les conseils stratégiques pour soutenir la comptabilité du capital naturel ; et iii) l'aide aux pays afin d'accroître les investissements dans la valorisation des ressources naturelles et le développement des chaînes de valeur.

Les connaissances et les conseils stratégiques fournis par la Banque au cours des dix dernières années ont joué un rôle déterminant dans la promotion des investissements dans les stratégies relatives aux minerais critiques et au contenu local en République démocratique du Congo, en Zambie et dans d'autres pays. L'institution a également soutenu l'élaboration de la Stratégie africaine pour les minéraux verts (SAMV), en collaboration avec la CUA et la CEA. Les travaux de la Banque sur l'analyse des chaînes de valeur des minéraux verts, notamment le lithium, le cobalt et les terres rares, ainsi que sur le coût de fabrication des précurseurs de batteries en République démocratique du Congo, menés en collaboration avec la CEA, la Facilité africaine de soutien juridique et d'autres partenaires, ont contribué à éclairer la coopération régionale dans ce secteur. Au nombre des exemples, figurent l'accord de coopération entre la République démocratique du Congo et la Zambie sur le développement d'un projet régional sur la chaîne de valeur des batteries pour véhicules électriques, et le protocole d'accord entre la RDC, la Zambie et les États-Unis pour investir dans le secteur. En Tanzanie, l'assistance technique fournie à la Commission nationale d'aménagement du territoire a permis d'élaborer des plans d'aménagement du territoire qui ont facilité les investissements, amélioré la sécurité foncière pour plus de 800 000 résidents et réduit les litiges fonciers d'environ 30 à 40 %. Cela a ouvert la voie à la création d'une zone spéciale de traitement des produits agricoles en Tanzanie. En Zambie, des études analytiques et services de conseil stratégique mis en œuvre entre 2017 et 2022 ont contribué à la rédaction de règlements sur le contenu local et à la création d'une Commission de régulation des minéraux, instituée en 2024. Au Nigéria, le Complexe assiste le Conseil pour les matières premières et la recherche et le développement dans l'élaboration d'une stratégie nationale visant à renforcer la contribution des ressources naturelles à la réalisation des objectifs de développement national. À l'échelle continentale, la coopération avec l'UA a contribué à l'élaboration de la SAMV, qui a été adopté par la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement lors de sa 38e session ordinaire tenue en février 2025. Il vient en complément aux stratégies en vigueur de l'UA en matière de développement minier, en mettant l'accent sur les opportunités créées par les transitions verte et énergétique.

Driving Africa's Transformation
The Reform of the Global Financial Architecture

African Union

COP29
Baku
AFRICA@COP29
Solidarity in scaling climate finance for Africa

3. Renforcer les résultats en matière de développement

Outre les exemples choisis de résultats spécifiques obtenus au cours de la période, le Complexe a redoublé d'efforts pour obtenir des résultats en matière de développement, en veillant à ce que les travaux du Groupe de la Banque sur la gouvernance économique et la gestion des connaissances contribuent directement aux principaux indicateurs de développement des pays et améliorent à terme la qualité des opérations de la Banque et la qualité de vie des Africains.

3.1. Améliorer les résultats en matière de performance macroéconomique

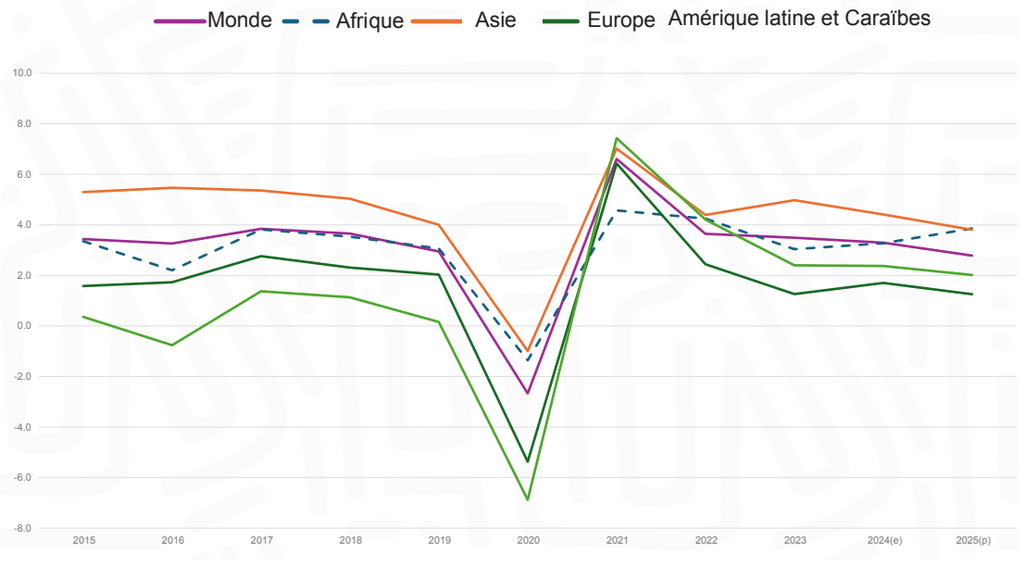
Les quelques exemples présentés ci-dessous montrent que, même si des progrès plus rapides sont souhaitables, la gouvernance économique et les fondamentaux macroéconomiques des pays africains se sont améliorés entre 2015 et 2025. Certes, la mesure des résultats des indicateurs de politique macroéconomique est complexe, mais les attributions sont encore plus complexes, car les indicateurs de résultats de la gouvernance économique et des travaux liés à la connaissance s'améliorent progressivement et de manière cumulative sur une longue période. Néanmoins, il est rassurant de constater que la plupart des indicateurs de résultats ont évolué dans le bon sens, malgré plusieurs contraintes internes et externes auxquelles ont été confrontées les économies africaines et mondiales au cours de la période considérée.

3.1.1. Taux de croissance du PIB réel et du PIB par habitant, 2015 – 2025

Au cours des dix dernières années, l'Afrique a enregistré un taux de croissance moyen de la production de 3 %. Au cours des cinq années qui ont précédé la pandémie de Covid-19, le taux de croissance du PIB réel s'est élevé en moyenne à 3,2 %. Toutefois, en 2020, une contraction de 1,4 % a été enregistrée en raison des perturbations mondiales causées par la pandémie de Covid-19, marquant la seule année de croissance négative de la décennie. Ce ralentissement a été suivi d'un rebond impressionnant en 2021, avec une hausse du PIB de 4,6 %, témoignant d'une dynamique de forte reprise après la pandémie. Entre 2022 et 2025, le taux de croissance annuel moyen de l'Afrique s'est établi à environ 3,6 %, soit un taux supérieur à la moyenne d'avant la COVID-19 et à la moyenne mondiale (3,3 %), juste derrière l'Asie (4,4 %), ce qui en fait la région la plus performante du monde pendant cette période. Au cours des trois dernières années, au moins huit des 20 économies à la croissance la plus rapide chaque année étaient systématiquement africaines, et ce nombre devrait s'établir à 13 en 2025.

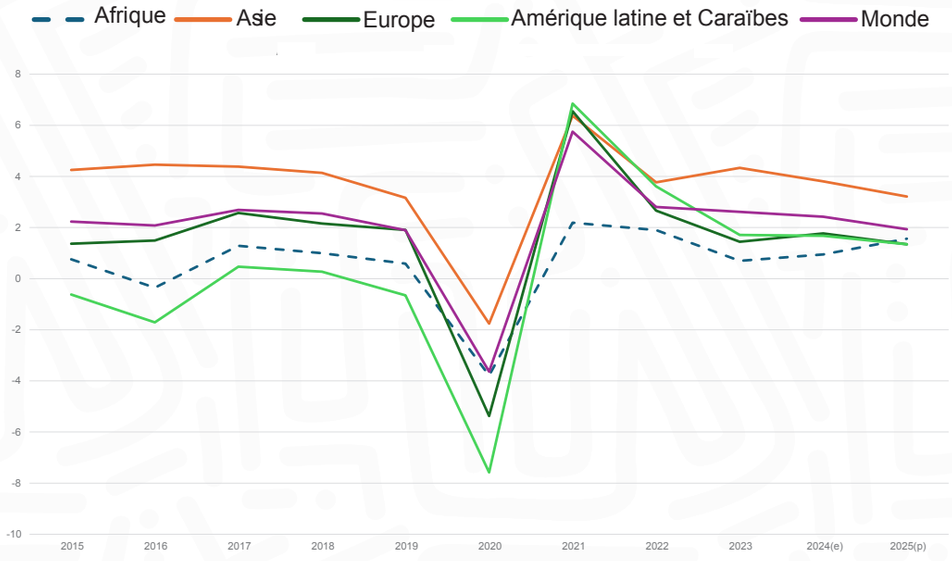
Le PIB par habitant a également triplé, passant de 0,7 % en 2015 à 2,1 % en 2021, la moyenne post-COVID restant bien supérieure à la moyenne des cinq années précédant la pandémie. Malgré des obstacles persistants, ces résultats témoignent de la résilience du continent, soutenue par des mesures de relance ciblées, ainsi que par des réformes et des politiques fondées sur une analyse économique solide et des cadres de gouvernance renforcés, mis en œuvre par les PMR, avec l'appui du Groupe de la Banque et d'autres partenaires au développement.

GRAPHIQUE 8 ÉVOLUTION DES TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL, 2015 – 2025



Source : Département des statistiques de la BAD

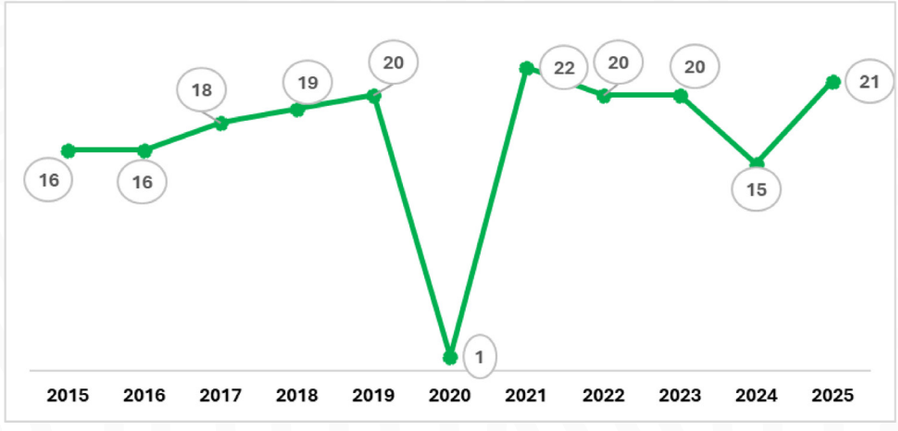
GRAPHIQUE 9 ÉVOLUTION DES TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL PAR HABITANT, 2015 – 2025



Source : Département des statistiques de la BAD

Le nombre des PMR ayant enregistré des taux de croissance économique supérieurs à 5 % a augmenté régulièrement, passant de 16 économies en 2015 à 20 en 2023. Si le seuil de croissance du PIB nécessaire pour réduire la pauvreté varie en fonction de plusieurs facteurs, notamment le niveau initial d'inégalité des revenus dans le pays, la structure de l'économie et la manière dont la croissance est répartie au sein de la population, cinq PMR ont enregistré en 2024 des taux de croissance supérieurs au minimum de 7 %, qui est le seuil moyen requis pour réduire la pauvreté et parvenir à une croissance inclusive et à un développement durable en Afrique. Les taux de croissance records enregistrés dans ces cinq pays africains (Bénin, Cap-Vert, Éthiopie, Niger et Rwanda) sont très encourageants et prouvent qu'avec des politiques judicieuses, le continent peut atteindre des taux de croissance permettant d'éradiquer l'extrême pauvreté et de mener à bien sa transformation structurelle sur le continent.

GRAPHIQUE 10 NOMBRE DE PMR AFFICHANT UN TAUX DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE >5 %, 2015–2025

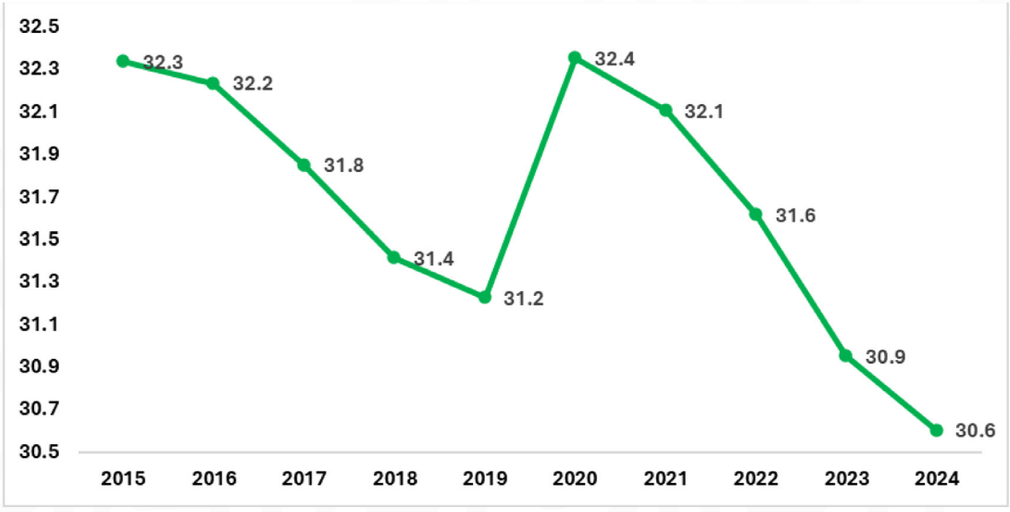


Source : Département des statistiques de la BAD

3.1.2. Évolution des taux de pauvreté, 2015 – 20244

Le taux de pauvreté en Afrique, en pourcentage de la population, a suivi une tendance baissière, pour s'établir à 31,2 % (420,4 millions de personnes) juste avant la pandémie de COVID-19. Bien que la pandémie ait entraîné un recul en 2020, avec un taux de pauvreté passant à 32,4 % (446,2 millions de personnes), des progrès notables ont été accomplis ces dernières années, le taux étant tombé à 30,6 % en 2024, soit un niveau bien inférieur aux 32,3 % enregistrés en 2015. Si des améliorations ont été observées en termes de réduction des taux de pauvreté, le nombre des personnes vivant dans la pauvreté a augmenté en raison de la hausse du taux de croissance démographique. Il importe que les PMR continuent de promouvoir une croissance inclusive et d'accroître la productivité de leurs populations en augmentation.

GRAPHIQUE 11 POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ EN AFRIQUE (2,15 USD PAR JOUR EN PPA 2017)



Source : Département des statistiques de la BAD, à partir de Povcalnet de la Banque mondiale.

3.1.3. Ratio Dette/PIB, 2015 – 2025

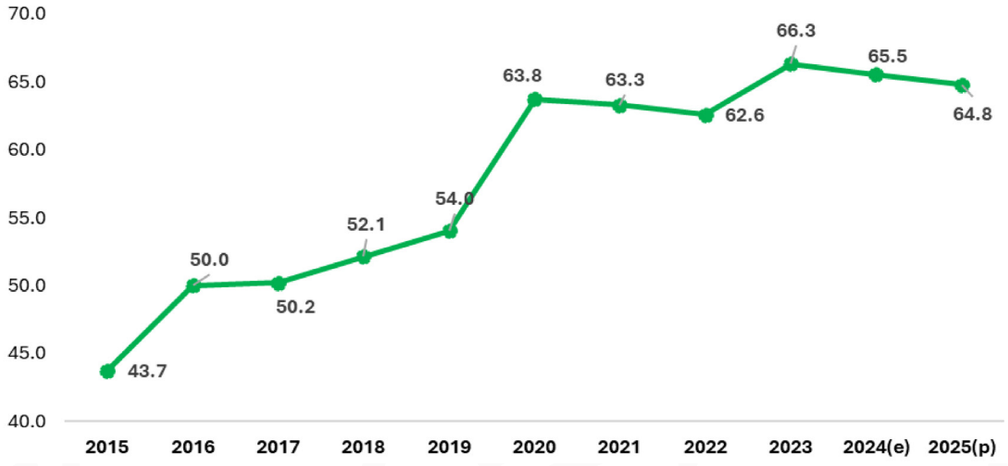
La dette publique médiane de l'Afrique, en pourcentage du PIB, devrait se stabiliser à 64,8 % en 2025, mais elle reste supérieure au niveau d'avant la pandémie, qui était de 54 % en 2019. L'augmentation de la dette publique a été alimentée par l'accroissement des dépenses nécessaires pour protéger les économies contre l'impact de la Covid-19 et d'autres chocs multiples, notamment la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, dans un contexte de mobilisation des recettes intérieures, inférieure aux prévisions. Les pays africains génèrent environ 20 % de leur PIB en recettes brutes, provenant de sources fiscales et non fiscales, contre une moyenne mondiale de 29,6 %. Ce taux a augmenté régulièrement depuis 2015, où il était de 17,7 %. Compte tenu des besoins de financement importants pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) (estimés à 1 300 milliards d'USD par an) et du déficit nécessaire pour accélérer la transformation structurelle (404,2 milliards d'USD par an), l'Afrique doit accroître la mobilisation de ses recettes pour Soutenir le financement de son développement. La Banque continue d'aider les pays africains à renforcer la mobilisation des recettes et la gestion de la dette publique afin de promouvoir la viabilité budgétaire et la stabilité économique. Le rapport du Groupe de la Banque sur les perspectives économiques en Afrique pour 2025, qui met l'accent sur le thème « Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement Afrique » attire l'attention sur la nécessité de mettre l'accent sur la mobilisation des recettes intérieures et la gestion prudente des finances publiques au plus haut niveau du dialogue sur les politiques de la Banque avec les pays.

Rien qu'au cours des cinq dernières années seulement, la Banque a mené à bien quelque 50 opérations dont les objectifs, les stratégies et les résultats visaient à renforcer les capacités des pouvoirs publics en matière de gestion durable de la dette et de transparence. Il s'agit de 46 projets nationaux, notamment des projets d'appui institutionnel, et des opérations d'appui programmatique. Cela a consisté notamment à contribuer au renforcement des capacités en matière d'enregistrement, de suivi et de notification de la dette par l'acquisition d'équipements informatiques et de logiciels de gestion de la dette, ainsi que par la formation du personnel. En Érythrée et au Zimbabwe, par exemple, la Banque a financé l'installation de nouveaux logiciels de gestion de la dette afin de permettre l'établissement de rapports réguliers sur la dette. Un appui

analogue a été apporté au Zimbabwe, au Sénégal,à la Somalie, au Soudan du Sud, au Kenya et en Gambie. Dans d'autres pays, des mesures stratégiques essentielles financées par des OAP en vue de renforcer la gestion de la dette et la transparence, ont été mises en œuvre, notamment l'adoption de stratégies de gestion de la dette à moyen terme à Sao Tomé-et-Principe, au Cameroun et en Namibie.

En outre, à travers l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique (PFMA) et l'Académie de gestion des politiques macroéconomiques pour l'Afrique (MEMA), la Banque a soutenu les PMR par des formations, une assistance technique et un dialogue sur les finances publiques et la gestion de la dette, ainsi que sur la gestion des politiques macroéconomiques, la modélisation et les prévisions macro-budgétaires. L'appui au renforcement des capacités a contribué à renforcer la capacité des PMR à concevoir des politiques et des stratégies macro-budgétaires efficaces en vue d'une gestion prudente de la dette, à entreprendre des analyses de la viabilité de la dette, et promouvoir le dialogue sur les politiques afin de renforcer l'engagement en faveur des capacités et des pratiques de gestion durable de la dette. La Banque a créé le Forum sur la gestion de la dette pour l'Afrique (DeMFA) et le Réseau de l'Initiative des gestionnaires de la dette africaine afin de promouvoir le dialogue sur les politiques, l'apprentissage par pairs et le plaidoyer pour relever les défis croissants liés à la dette dans les pays membres en transition et faire en sorte que la dette joue un rôle positif pour l'Afrique. Compte tenu de leurs besoins particuliers, les États en transition bénéficieront d'une attention particulière dans le cadre du programme «Spotlight sur la gestion de la dette publique dans les États en transition de PFMA », lancé en 2024. À travers le Plan d'action sur la dette, la Banque a également aidé les pays à accroître le volume des financements du développement à faible coût/faible risque, à renforcer la gestion durable de l'accumulation de la dette et résoudre les crises de la dette. Par exemple, un soutien à la gestion de la dette a été apporté au Zimbabwe, à la Zambie, au Ghana, au Soudan du Sud, au Malawi, à la Gambie, à l'Érythrée, au Mozambique, aux Comores, au Togo et à bien d'autres pays.

GRAPHIQUE 12 DETTE PUBLIQUE BRUTE EN POURCENTAGE DU PIB, 2015-2025



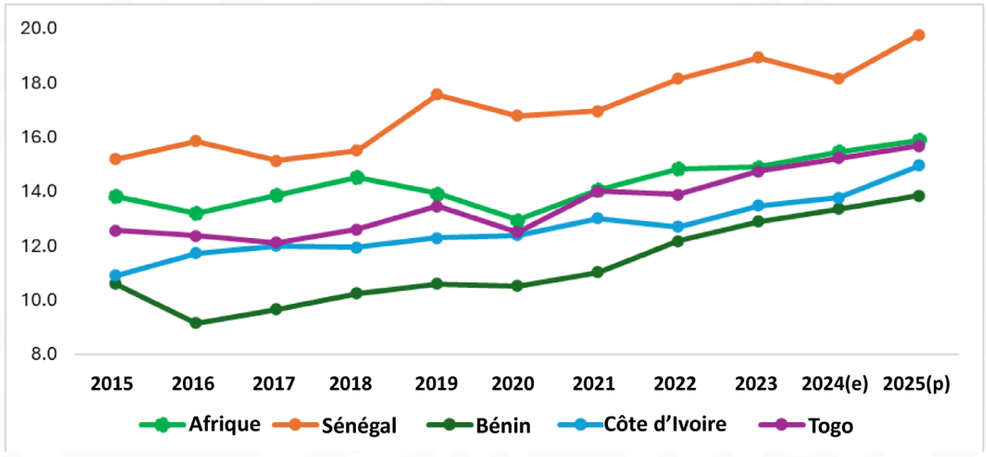
Source : Calculs des services de la BAD fondés sur la base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025

3.1.4. Rapport Impôts/PIB, 2015 – 2025

Le ratio moyen Impôts/PIB en Afrique est passé de 13,8 % en 2015 à 15,5 % en 2024, avec des améliorations notables de l'effort fiscal dans les PMR où la Banque a réalisé des interventions en matière de gouvernance. Par exemple, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Sénégal enregistrent des progrès constants. Les résultats du continent en 2024 sont légèrement supérieurs au seuil de 15 %, considéré comme critique pour qu'un pays puisse fournir des services de base à ses citoyens et atteindre les ODD. Le Sénégal, auquel la Banque a récemment apporté un soutien multiforme à la mobilisation des ressources nationales par le biais d'une OAP et des PAI, affiche des résultats supérieurs à ceux du continent pris globalement, avec des recettes fiscales estimées à près de 18 % du PIB en 2024. La Banque a également accordé une attention particulière au renforcement des institutions chargées de la mobilisation des recettes dans les États en transition, en finançant la mise en place de structures modernes et efficaces d'administration des recettes, et le renforcement des capacités des ressources humaines dans des pays comme le Togo et le Soudan du Sud. Dans ce dernier pays, la collecte des recettes non pétrolières est passée de 27 millions d'USD en 2020/21 à 126 millions d'USD en 2024 ; et au Togo, la collecte des recettes est passée de 913 millions d'USD en 2015 (15,9 % du PIB) à 1 802 millions d'USD (19,85 % du PIB) et à 1 843 millions d'USD (18,85 % du PIB) en 2023 et 2024, respectivement. Même si des progrès supplémentaires sont souhaitables, ces améliorations progressives sont encourageantes.

[3] Comme le montrent les rapports PEA 2022 et 2023, le choc Covid-19 a inversé les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté en Afrique. Le retour rapide à des taux de pauvreté proches des niveaux d'avant la pandémie est donc encourageant.

GRAPHIQUE 13 RECETTES PUBLIQUES EN POURCENTAGE DU PIB, 2015 – 2025



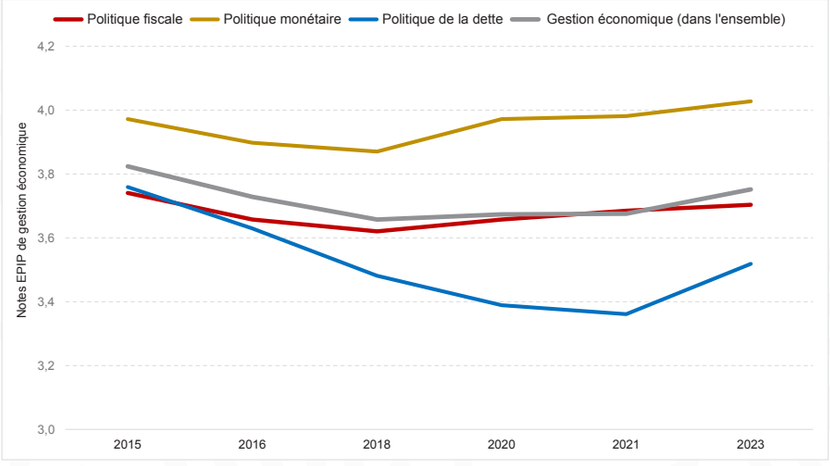
Source : Département des statistiques de la BAD

3.2. Amélioration des indicateurs de gouvernance et de gestion des politiques économiques en Afrique

3.2.1. Indicateurs de gestion économique, 2015 – 2023

Les indicateurs de gestion économique se sont nettement améliorés depuis 2021, après un ralentissement en 2020 dû à la pandémie de Covid-19. Cette amélioration reflète les interventions et le soutien apportés par la Banque aux PMR dans le domaine de la politique macroéconomique et de la gestion des finances publiques.

GRAPHIQUE 14 ÉVALUATION DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS DU PAYS (EPIP) DE GESTION ÉCONOMIQUE, 2015 – 2023

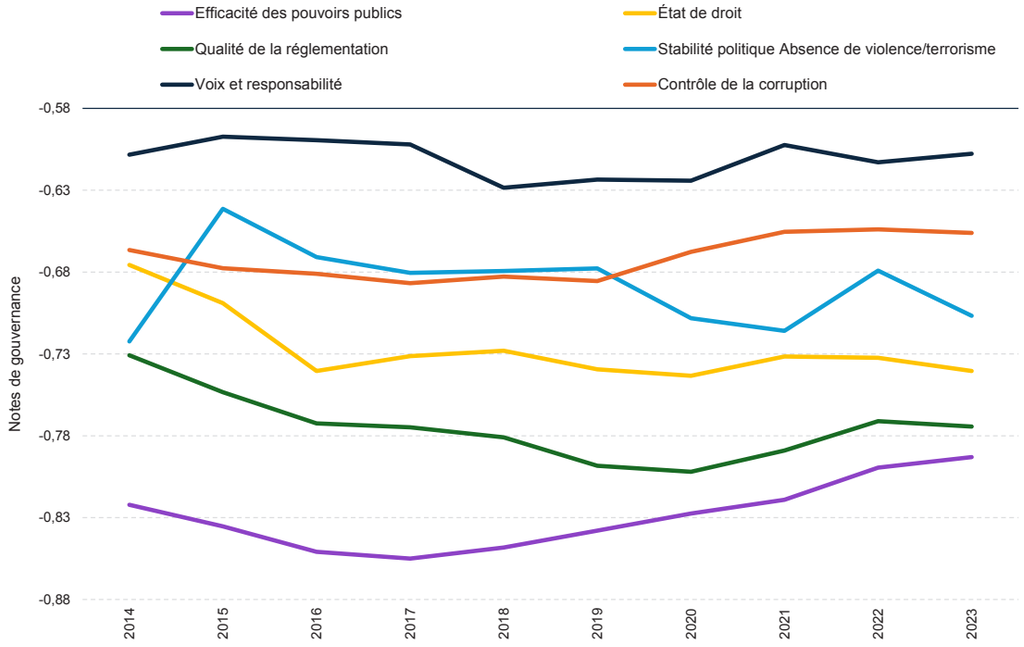


Source : Statistiques de la BAD

3.2.2. Indicateurs de gouvernance en Afrique, 2015 – 2025

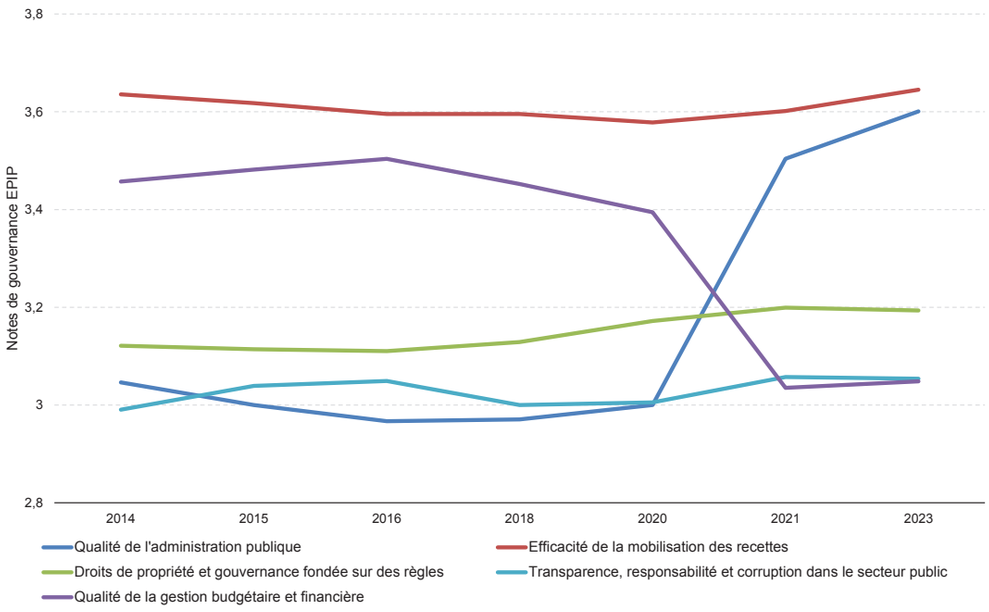
Selon les indicateurs mondiaux de gouvernance, les indicateurs de gouvernance en Afrique ont connu une amélioration progressive mais constante depuis 2020, à l'exception de la stabilité politique (absence de violence et de terrorisme). Plus précisément, les indicateurs relatifs à l'efficacité du gouvernement et à la qualité de la réglementation se sont améliorés de manière constante depuis 2018.

GRAPHIQUE 15 INDICATEURS DE GOUVERNANCE MONDIALE, 2015 – 2023



De même, d'après les propres notes EPIP de la Banque, des progrès satisfaisants ont été enregistrés en ce qui concerne les indicateurs relatifs à la qualité de l'administration publique, à l'efficacité de la mobilisation des recettes, à la transparence, à la responsabilité et à la corruption dans le secteur public. Ces résultats concordent avec les progrès similaires observés dans le sous-indice « efficacité de gouvernance » des Indicateurs de gouvernance dans le monde. La qualité de la gestion financière s'est considérablement détériorée, en particulier en 2020, en raison de l'assouplissement massif de la politique budgétaire dans les économies mondiales pour contenir la pandémie de COVID-19. Toutefois, la situation s'est stabilisée depuis 2022 et des améliorations progressives sont enregistrées. La plus grande amélioration a été observée dans la qualité de l'administration publique, reflétant le solide appui fourni par la Banque à travers des projets d'appui institutionnel, le PFMA et d'autres initiatives de renforcement des capacités. Selon les récentes évaluations pays du PEFA, les pays africains ont réalisé des progrès considérables en matière d'élaboration et d'exécution du budget, d'affectation des ressources et de mobilisation des recettes intérieures. Les progrès réalisés en matière de mobilisation des ressources se traduisent par une augmentation du ratio moyen Recettes/PIB, qui est passé de 18,1 % du PIB en 2015 à 20,0 % en 2023. Les opérations financées par la Banque ont également contribué à améliorer l'environnement des affaires dans la plupart des PMR.

GRAPHIQUE 15 INDICATEURS DE GOUVERNANCE MONDIALE, 2015 – 2023



En réponse à la baisse de la qualité de la gestion des finances publiques, la Banque a lancé l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique (PFMA) et l'Académie de gestion des politiques macroéconomiques pour l'Afrique (MEMA) en 2022. Depuis lors, la PFMA a permis de renforcer les capacités de plus de 145 fonctionnaires désignés par 45 pays africains, dont 52 provenant de 26 pays ont obtenu leur diplôme en décembre 2023. La deuxième promotion du programme de formation structurée de 18 mois a débuté en janvier 2025 avec plus de 600 fonctionnaires désignés par les 54 pays africains. Ce programme est complété par le Plan d'action multidimensionnel pour la gestion et l'atténuation du surendettement en Afrique, approuvé par le Conseil d'administration de la Banque en 2021, et par la MEMA, qui offre aux PMR une formation sur les modèles dynamiques d'équilibre général stochastique pour la modélisation et les prévisions des politiques macroéconomiques nationales fondées sur la demande.

Dans le cadre de la MEMA, la Banque a aidé le Zimbabwe à élaborer le modèle « Dette, investissement et croissance avec les ressources naturelles » afin de gérer la politique budgétaire et la dynamique de la dette. Ce modèle aide le pays à identifier les options de financement pour accroître les investissements publics, notamment l'utilisation des ressources naturelles, l'ajustement budgétaire, l'accroissement de l'efficacité des investissements publics et les options d'emprunt qui garantissent la viabilité de la dette afin de réaliser la Vision 2030 du pays.

Suite à la mise en œuvre réussie du modèle, la Banque centrale du Zimbabwe a demandé un appui similaire pour élaborer un modèle de gestion du risque de change et d'autres défis liés à la politique monétaire. La Banque soutient également le Zimbabwe dans le dialogue sur les politiques et le plaidoyer en faveur du règlement des arriérés et de la reprise des relations avec les institutions de financement du développement. Ce processus, mené par le Président Adesina et le Président Chisano, ancien Président du Mozambique, a relancé le dialogue sur le règlement de dettes en souffrance de longue date du Zimbabwe, afin d'ouvrir l'économie à des investissements accélérés pour réaliser son important potentiel pour la région. Ces mesures seront complétées par des services techniques et consultatifs en matière de réforme de la gouvernance budgétaire et d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme. Le pays a, depuis lors, réémergé comme l'une des économies les plus dynamiques de la région de l'Afrique australe, avec un taux de croissance réel du PIB estimé à 6 % en 2025. Un soutien similaire a été apporté à la République centrafricaine pour éclairer sa planification du développement, au Nigeria pour enrichir sa stratégie de valorisation des ressources naturelles et minérales, à la Zambie pour soutenir les négociations sur la restructuration de la dette, au Ghana pour soutenir son processus de restructuration de la dette, au Malawi pour la gestion de la dette et l'établissement des tarifs de transfert, à la Gambie pour la gestion de la dette et la budgétisation publique prudentielle, entre autres.

EXEMPLES DE RÉUSSITE DANS L'UTILISATION DES PROGRAMMES STRATÉGIQUES ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Réformes de la gouvernance pour promouvoir une croissance exponentielle au Bénin

Au cours de la dernière décennie, la Banque a approuvé au moins cinq opérations de gouvernance au Bénin. Ces programmes ont permis de faire avancer des réformes essentielles visant à améliorer la gestion des finances publiques et à faciliter le commerce et l'investissement au Bénin. Les résultats porteurs de transformation de ces opérations sont les suivants :

- Amélioration sensible des notes attribuées au Bénin au titre la gouvernance l'EPIP (de 4,0 en 2014 à 4,325 en 2023), de son classement de l'indice de perception de la corruption (passant du 80e rang au classement mondial en 2014 au 65e rang en 2024) et de la transparence budgétaire (avec sa note de transparence budgétaire actuellement de 79 sur 100, le neuvième meilleur au monde)
- Un taux de croissance soutenu du PIB, s'établissant en moyenne à 5,3 % par an, et atteignant 6,4 % en 2023, a permis d'accroître le revenu national brut (RNB) par habitant du Bénin, qui est passé de 1 180 USD en 2010 à 1 350 USD en 2021.

Une décennie de transformation en Côte d'Ivoire

Au cours de la dernière décennie, la Banque a approuvé huit opérations de gouvernance en Côte d'Ivoire, appuyant ainsi les réformes abouties dans les domaines de la gouvernance du secteur public, de la lutte contre la corruption et de la lutte contre les flux financiers illicites. Les résultats obtenus en termes d'impact sont les suivants :

- La note globale en matière de gouvernance, selon l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique passe de 52,6 (2014) à 56,7 (2023), l'un des plus élevés du continent ;
- Le taux de croissance du PIB réel figure parmi les plus élevés d'Afrique, avec une moyenne de 6,5 % entre 2021 et 2023

4. Courtage de connaissances, dialogue sur les politiques, implication des parties prenantes, mobilisation des ressources et des investissements

En réponse à l'objectif de l'AGCI-VII et du FAD-15, visant à renforcer la capacité de la Banque d'assurer efficacement le courtage des connaissances, une assistance technique et un dialogue sur les politiques dans ses principaux domaines de compétence, la Banque reconnaît en outre que les transitions socio-technologiques déterminent la manière dont les connaissances sont produites, traitées et utilisées au service du développement. Les résultats ci-après ont été enregistrés dans ce domaine au cours des dix dernières années.

4.1. Dialogue de la communauté des pratiques

Au plus fort de la pandémie de COVID-19, en 2020, ECVP a lancé un dialogue virtuel sur les politiques entre la communauté mondiale des pratiques (G-CoP) afin de réunir rapidement des experts mondiaux sur des questions essentielles, et d'élaborer des mesures stratégiques rapides à prendre par les gouvernements membres pour faire face à la pandémie. Ce modèle d'engagement a permis au Groupe de la Banque de mobiliser de manière proactive des experts internationaux de premier plan pour proposer aux pays membres des recommandations opérationnelles et évolutives concrètes, et a facilité les interactions directes entre les experts africains et internationaux, ainsi que les décideurs politiques, afin de tester la faisabilité des recommandations en temps réel, avec un retour d'information immédiat pour éclairer la refonte des politiques. Depuis sa création, le G-CoP a organisé 13 dialogues sur les politiques à fort impact, auxquels ont participé plus de 7 000 personnes provenant des 54 pays africains et de toutes les régions du monde, notamment l'Asie, l'Europe et les Amériques. Cette plateforme favorise des échanges ouverts et axés sur les solutions entre les experts mondiaux, les décideurs politiques et la société civile afin d'élaborer des politiques de développement inclusives et fondées sur des données probantes pour l'Afrique et le reste du monde.

4.1.1. Tirer parti de la diaspora africaine pour une croissance et un développement inclusifs

Une mise en œuvre notable du dialogue sur les politiques de la Communauté mondiale de pratique (G-CoP) a été le lancement en 2022 du programme « Mobiliser la diaspora africaine pour une croissance inclusive et un développement durable ». Organisé conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), le 10e dialogue G-CoP a réuni des décideurs politiques, des organisations de la diaspora, des partenaires de développement et des experts afin d'explorer des stratégies visant à exploiter pleinement le potentiel de la diaspora africaine pour faire progresser les objectifs de développement du continent.

Le dialogue a abouti à un communiqué conjoint qui a souligné la nécessité de concrétiser les contributions de la diaspora grâce à des instruments financiers innovants tels que les transferts de fonds sécurisés et les obligations de la diaspora, des plateformes d'engagement structurées et l'institutionnalisation de la diaspora en tant que « sixième région » de l'Afrique.

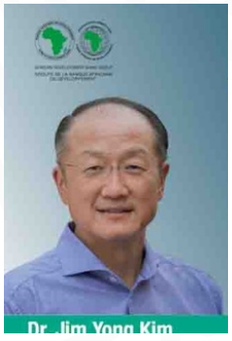
Renforçant encore cette dynamique continentale, le chef économiste et vice-président (ECVP) de la Banque, le professeur Kevin Chika Urama, a prononcé un discours liminaire lors du déjeuner de travail de haut niveau du Sommet des dirigeants américains et africains sur le thème « Au-delà des envois de fonds », dans lequel il a souligné le rôle essentiel de la diaspora africaine en tant qu'atout stratégique pour le développement du continent. S'appuyant sur les résultats du dialogue G-CoP organisé conjointement avec la Commission de l'Union africaine et d'autres partenaires, le Professeur Urama a souligné la

nécessité d'aller au-delà des flux de transferts de fonds et de s'engager de manière structurée avec la diaspora grâce à des mécanismes innovants tels que les obligations de la diaspora, la titrisation des transferts de fonds et les plateformes d'investissement dirigées par la diaspora. Il a appelé à une collaboration plus étroite entre les gouvernements africains et les institutions mondiales afin d'élaborer des politiques inclusives, de réduire les risques sur les marchés financiers et de faciliter le transfert de connaissances, l'innovation et le commerce par le biais de la diaspora. Cette initiative mondiale s'inscrit dans la vision de la Série de conférences données par d'éminents conférenciers de la Fondation Kofi Annan (KASELS).

La Banque a lancé la série de conférences « Eminent Speaker Lecture Series » en 2006, avant de la rebaptiser « KASELS » en 2018 afin d'honorer l'héritage de feu Kofi Annan. Cette série de conférences de haut niveau est aujourd'hui une plateforme de premier plan pour le leadership éclairé sur le développement de l'Afrique.

Conformément aux cinq priorités, à la stratégie décennale et à la stratégie de gestion des connaissances de la Banque, la KAESLS a accueilli depuis 2013 dix conférenciers de renommée mondiale qui ont façonné la réflexion et l'action en matière de développement. Parmi eux figurent le professeur Achille Mbembe, historien et théoricien politique africain ; Bouchamaoui Ouided, lauréat du prix Nobel de la paix et ancien président de la Confédération tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; Son Altesse Royale Sanusi Lamido Sanusi II, ancien gouverneur de la Banque centrale du Nigeria et émir de Kano ; Son Excellence Graça Machel, humanitaire de renom et ancienne première dame d'Afrique du Sud et du Mozambique ; Mme Leymah Gbowee, lauréate du prix Nobel de la paix et militante pour la paix au Libéria ; M. Tharman Shanmugaratnam, ministre d'État et ministre coordinateur des Politiques sociales de Singapour ; le très honorable Tony Blair, ancien Premier ministre du Royaume-Uni ; le professeur Esther Duflo, économiste au Massachusetts Institute of Technology et lauréate du prix Nobel d'économie ; le Dr Jim Yong Kim, ancien président de la Banque mondiale et actuel vice-président de Global Infrastructure Partners ; et plus récemment, en novembre 2024, Son Excellence Michael D. Higgins, président de l'Irlande. Cette dernière édition a attiré à elle seule 12 908 participants en ligne, confirmant ainsi son rôle essentiel de plateforme permettant d'amplifier la voix de l'Afrique dans les débats mondiaux sur le développement.

Banque, qui consiste à positionner la diaspora comme une force intégrante de la transformation inclusive et durable de l'Afrique

7 novembre 2024		**Michael Daniel Higgins,** Président de l'Irlande. « Enjeux de la transformation structurelle, de l'économie inclusive et du développement durable en Afrique : assurer la sécurité alimentaire grâce à la mondialisation par le bas ».
20 octobre 2023		**Jim Yong Kim**, Ancien Président de la Banque mondiale. « Évolution de l'architecture mondiale du financement du développement : implications pour les banques multilatérales de développement après la COVID»
13 décembre 2021		**Esther Duflo**, Professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology "Une bonne économie pour des temps plus chauds : comment relever les défis du changement climatique"

16 novembre 2020		**Tony Blair**, Ancien Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord «Reconstruire en mieux dans l'Afrique de l'après Covid-19 : le rôle des technologies et de la gouvernance»
5 novembre 2019		**Tharman Shanmugaratnam,** Ministre d'État principal du Singapour « Croissance inclusive : tirer les enseignements de l'expérience, établir des partenariats pour l'avenir Comment l'Afrique et l'Asie peuvent collaborer pour une prospérité partagée »
11 décembre 2018		**Mme Leymah Gbowee**, Militante pour la paix et co-lauréate du prix Nobel de la paix 2011. "Les activistes féministes de base : un pouvoir sous-estimé"
16 novembre 2018		**Graça Machel,** Défenseure internationale des droits de la femme et de l'enfant. "Éduquer les filles, autonomiser les femmes et renforcer l'entrepreneuriat féminin en Afrique"
29 octobre 2018		**Muhammadu Sanusi II**, Pour le gouverneur de la Banque centrale du Nigeria et ancien Émir de Kano, Nigeria. "Intégration régionale, énergie et industrialisation".
22 janvier 2018		**Bouchamaoui Ouided,** Présidente de la Confédération tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. "La coopération africaine : rêve ou réalité ?"
29 septembre 2017		**Achille Mbembe**, Historien, philosophe et politologue africain. "Le coût des frontières en Afrique"
12 mars 2013		**Muhammad Yunus**, Prix Nobel de la paix en 2006. "Bâtir l'entrepreneuriat social en Afrique : le nouveau capitalisme au service des besoins les plus urgents de la société".

6 juillet 2012		**John Agyekum Kufuor**, Ancien Président du Ghana. "Défis et opportunités du développement des capacités entrepreneuriales en Afrique"
26 novembre 2010		**Jean Michel Severino**, Inspecteur général des finances, Ministre français des Finances et ancien Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Asie, ancien directeur. "Les nouveaux défis pour les politiques économiques en Afrique"
25 octobre 2010		**Wole Soyinka,** Premier lauréat africain du prix Nobel de littérature. "Le rôle des intellectuels africains dans le développement de l'Afrique"
11 janvier 2010		**Joseph Stiglitz**, Ancien économiste en chef de la Banque mondiale. "Après la crise financière : options pour l'Afrique"
27 octobre 2009		**Wangari Maathai**, Lauréat du prix Nobel. "Gestion des ressources naturelles et réduction de la pauvreté : renforcer les liens"
15 juin 2009, Tunis		**Sadako Agata**, Ancien Présidente de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). "Paix et développement en Afrique : préserver les conditions requises"
26 février 2009		**Ha-Joon Chang**, Professeur à la Faculté d'économie de l'Université de Cambridge. "Histoire économique du monde développé : des enseignements pour l'Afrique"
4 décembre 2008		**Festus Mogae**, Ancien Président de la République du Botswana "Les industries extractives et le développement de l'Afrique"
25 avril 2008		**James Wolfensohn**, Ancien Président du Groupe de la Banque mondiale. "L'Afrique dans un monde globalisé : des partenariats pour réussir ».

27 septembre 2007		**Abdou Diouf**, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et ancien Président du Sénégal. "Améliorer les perspectives africaines dans le cadre de la mondialisation: le rôle de l'intégration régionale.»
11 juillet 2007		**Nicholas Stern**, Professeur à la London School of Economics. "L'économie du changement climatique : des enseignements pour l'Afrique »
11 & 12 décembre 2006		**Benjamin Mkapa**, Ancien Président de la Tanzanie. "Gouvernance et investissement en Afrique : le bilan après 40 ans »
14 avril 2006		**Calestous Juma**, Scientifique et universitaire kenyan, spécialisé dans le développement durable.. "Réinventer la croissance : innovation technologique et renouveau économique en Afrique"
2 mars 2006		**Kenneth Kaunda**, Le premier Président de la République de Zambie. « La pandémie du VIH/sida en Afrique : mes espoirs et mes craintes ».

4.3. Conférence économique pour l'Afrique (CEA)

Chaque année, le Groupe de la Banque, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement et la CEA, coorganise la Conférence économique pour l'Afrique (CEA) sur des thèmes choisis. Depuis 2015, la conférence rassemble des participants d'Afrique et du monde entier, notamment des chefs d'État et de gouvernement, pour discuter de la dynamique actuelle du développement économique en Afrique et dans le monde. Grâce à ces engagements, ECVP incite les pays hôtes et les ministres participants à prendre des mesures en matière de gouvernance économique et de gestion des connaissances afin de mener les réformes économiques indispensables dans ces pays. Par exemple, la CEA 2024, accueillie par la République du Botswana, a donné lieu à des réunions avec le président nouvellement élu du Botswana, S.E.M. Duma Gideon Boko, et son équipe dirigeante. Elle a été l'occasion de mener un dialogue de haut niveau dans le cadre des discussions sur l'opération de 304 millions d'USD, approuvée par le Conseil d'administration le 15 mai 2025, visant à soutenir le programme de réforme de la gouvernance économique du nouveau gouvernement. Cette opération s'appuie sur les résultats du programme de soutien à la reprise économique post-COVID de 137 millions d'USD et 179,7 millions d'USD mis en œuvre par la Banque en 2021 et 2024, respectivement. Précédemment, le Botswana n'avait pas reçu de prêt d'appui budgétaire du Groupe de la Banque depuis 2019, lorsque la Banque avait octroyé une aide budgétaire de 1,5 milliard d'USD pour aider le pays à faire face à la crise financière. La nouvelle opération basée sur la performance marque la reprise de l'engagement actif de la Banque en faveur du pays et lui offre l'occasion de soutenir le programme de transformation économique et structurelle, qui sera mis en œuvre dans le cadre du 12e Plan national de développement, dont l'approbation est prévue en octobre 2025.

4.4 Plateformes de développement des capacités et services d'appui aux politiques

La PFMA et la MEMA, créées en 2022, ont rapidement répondu à la demande croissante en matière de renforcement des capacités des PMR grâce à une assistance technique, des formations, un dialogue politique et des échanges de connaissances entre pairs. Depuis 2022, la PFMA a mené six activités d'assistance technique, qui ont bénéficié à environ 180 participants. Plus de neuf sessions de formation couvrant 54 pays ont été dispensées à environ 700 fonctionnaires des 54 pays africains. De même, le MEMA a mené huit activités d'assistance technique, touchant 240 fonctionnaires depuis 2019. Ces interventions ont renforcé les capacités individuelles, institutionnelles et organisationnelles des PMR dans les domaines de la macroéconomie, des finances publiques et de la gestion de la dette. Des plateformes établies, telles que DeMFA, le Réseau des gestionnaires de la dette africaine et les dialogues politiques du G-CoP, offrent un espace d'apprentissage entre pairs aux pays africains afin d'élaborer des solutions politiques efficaces pour relever les défis économiques en constante évolution auxquels sont confrontés les PMR. Afin d'élargir l'accès et d'accroître la flexibilité du renforcement des capacités, les académies travaillent à l'élaboration de cours en ligne ouverts à tous sur la politique macroéconomique et les finances publiques par l'intermédiaire de l'Académie virtuelle de renforcement des capacités pour l'Afrique (VCDA). Les académies collaboreront également avec des établissements universitaires afin d'intégrer les programmes d'études sur la PFMA et la MEMA dans le but de renforcer la durabilité.

De même, la VCDA a été lancée en 2021 en tant que plateforme d'apprentissage numérique et canal innovant pour le développement des capacités à travers l'Afrique. La VCDA est devenue un écosystème numérique dynamique qui offre aux PMR un accès continu et en temps réel aux connaissances et aux compétences nécessaires à un développement durable et efficace. Elle propose un apprentissage pratique et de grande valeur, grâce à des technologies de pointe et des outils basés sur l'intelligence artificielle, soutenant ainsi les cinq priorités de la Banque et favorisant une croissance résiliente.

4.5. Services d'intelligence économique et de courtage de connaissances

ECVP joue le rôle de centre de partage des connaissances, améliorant l'intelligence économique pour les PMR grâce à la fourniture de données et d'analyses essentielles qui soutiennent directement leurs actions de transformation économique. Grâce à des publications phares telles que les PEA, et à des produits de connaissance spécialisés, tels que le rapport « **Mesurer la richesse verte des nations** » et le « **Cadre stratégique d'actions clés en faveur de la réalisation d'une croissance inclusive et d'un développement durable en Afrique** », la Banque fournit des informations factuelles sur l'écologisation des économies africaines, aidant ainsi les PMR à intégrer la durabilité environnementale dans leurs cadres de mesure du PIB tout en identifiant les actions stratégiques visant à promouvoir une croissance inclusive et un développement durable. Plusieurs de ces dimensions de connaissances ont émergé directement des demandes des PMR, qui ont reconnu l'expertise et la capacité de conseil fiable de la Banque, donnant lieu à des recherches axées sur la demande qui garantissent la pertinence et l'appropriation.

United Nations
Climate Change
COP29
Baku
Azerbaijan
Thank you for att
MEETING RO
United Nations
Climate Change
COP29
Baku
Azerbaijan
United Nations
Climate Change
COP29
Baku
Azerbaijan

EMINENT
LECTURE SERIES
PMENT INSTITUTE
AFRICAN D
President of Ireland

5. Perspectives d'avenir : Principaux éléments du travail du Complexe en 2026-2030

ECVP : PROMOUVOIR DES SOLUTIONS FONDÉES SUR DES DONNÉES CONCRÈTES POUR UNE AFRIQUE PLUS FORTE, PLUS INTELLIGENTE ET SOUVERAINE

ECVP est à l'avant-garde de la fourniture de solutions locales fondées sur des données probantes qui libèrent le potentiel financier de l'Afrique afin d'accélérer la croissance inclusive, de renforcer la souveraineté financière et de soutenir le développement transformateur à travers le continent. Alors que les incertitudes économiques mondiales s'accentuent, marquées par la montée du protectionnisme et l'évolution des dynamiques commerciales, l'Afrique doit, de toute urgence, tracer une voie résiliente et autodéterminée. Le travail d'ECVP s'inscrit parfaitement dans la nouvelle nécessité impérieuse de se concentrer sur la libération des capitaux, le renforcement de la résilience économique, l'autonomisation des jeunes et des femmes, et la mise en place d'infrastructures compétitives et durables afin de garantir la place du continent dans une économie mondiale de plus en plus volatile.

Libérer le potentiel financier de l'Afrique : ECVP soutient la qualité à l'entrée pour plus de 97 milliards d'USD d'opérations d'investissement dans le secteur privé, grâce à des évaluations rigoureuses de l'additionnalité et des résultats en matière de développement (ADOA), contribuant ainsi à attirer des capitaux et à renforcer la confiance des investisseurs. Le Complexe réalise également des diagnostics économiques à l'échelle de l'Afrique (par exemple, les DSP, les NDC et les CCDNA), et appuie des réformes de la gestion des finances publiques par le biais d'opérations et d'institutions telles que l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique (PFMA). Ces mesures assurent que chaque dollar investi a un impact maximal sur le développement.

Rebâtir la souveraineté financière de l'Afrique : grâce, par exemple, à L'indice de fourniture des services publics en Afrique (PSDI) et à des opérations de gouvernance solides, ECVP assiste les pays dans l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures et de la responsabilité. Notre soutien au retrait du Sénégal de la liste grise du GAFI et à l'augmentation du ratio impôts/PIB du Soudan du Sud et du Togo sont des exemples de réformes transformatrices qui rétablissent la souveraineté budgétaire. Le Réseau des gestionnaires de la dette publique en Afrique (ADMIN) et le Plan d'action de gestion de la dette promeuvent le contrôle souverain de la dette et le financement du développement.

Transformer les données démographiques en dividende : ECVP mène des initiatives telles que la Communauté mondiale de pratiques, la Communauté de pratiques des jeunes (Y-CoP) et autres dialogues sur les politiques portant sur des thèmes liés à la jeunesse et au financement de la diaspora, favorisant ainsi la création de plateformes pour les jeunes et les femmes en tant qu'acteurs du changement. Notre plateforme VCDA, nos programmes de mentorat et nos activités de renforcement des capacités ciblées (par exemple, MEMA) dotent la prochaine génération des outils nécessaires à la réalisation de la transformation de l'Afrique. Ces initiatives s'inscrivent dans l'ambition de la Banque de libérer le potentiel démographique de l'Afrique en tant que main-d'œuvre mondiale et pôle d'innovation.

Construire un moteur pour des infrastructures structurantes : Grâce à l'analyse et aux conseils stratégiques, ECVP façonne directement l'environnement propice au développement des infrastructures, en aidant les pays à gérer leurs ressources naturelles, à réformer leurs régimes fonciers et à élaborer des politiques industrielles. Notre leadership en matière de comptabilité du capital naturel (par exemple, le rapport « Mesurer la richesse verte des nations») place l'Afrique en tête des exportations à valeur ajoutée et de l'industrialisation verte. Notre travail assure que les infrastructures sont non seulement construites, mais encore exploitées pour assurer une compétitivité à long terme.

Le travail d'ECVP fait évoluer une vision de la transformation conduite par l'Afrique, sur la base de l'autonomie financière, la prospérité inclusive, l'industrialisation verte et l'autonomisation des jeunes. En proposant des solutions pratiques, fondées sur les connaissances et ancrées dans les réalités africaines, le Complexe continue de renforcer les institutions, d'élaborer des politiques et de dynamiser les investissements.

5.1. Redoubler d'efforts pour améliorer la qualité des opérations et la gestion du portefeuille de la Banque

a) **Améliorer la sélectivité, la qualité à l'entrée et l'efficacité du développement des investissements et des opérations de la Banque dans les pays** : ECVP continuera à redoubler d'efforts pour améliorer la pertinence, l'actualité et la qualité des rapports de diagnostic pays (CDR), anciennement appelés CDN, des rapports d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités nationales (CCDNAR), des CSP, des RISP et des notes ADOA afin d'éclairer la sélectivité, la qualité à l'entrée et l'efficacité du développement des investissements de la Banque dans les PMR. En outre, ECVP redoublera d'efforts en matière d'ICFC et d'assistance technique fournis aux cellules d'exécution de projets dans les PMR, afin de rehausser la qualité de la mise en œuvre des portefeuilles de la Banque dans les pays, et de réduire le nombre des prêts non productifs dans les portefeuilles pays.

b) Conformément à son engagement stratégique en faveur d'un développement inclusif et durable en Afrique, la Banque a adopté une stratégie de renforcement des capacités (SRC 2021-2025) qui vise à consolider les capacités institutionnelles en tant que catalyseur essentiel de l'efficacité du développement. Cette stratégie repose sur trois piliers qui se renforcent mutuellement : i) renforcer les capacités pour une formulation et une gestion efficaces des politiques économiques ; ii) accroître les capacités pour une conception et une mise en œuvre rigoureuses des projets ; et iii) renforcer le transfert de connaissances et le dialogue sur les politiques appliquées. Ces piliers, mis ensemble, sous-tendent une approche global et intégrée du renforcement des capacités humaines, organisationnelles et institutionnelles à travers le continent. Dans toutes ses activités, la Banque se positionne comme le partenaire privilégié pour renforcer la résilience des institutions et accélérer les progrès de l'Afrique vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063.

Afin de contribuer à la qualité à l'entrée, la conception des programmes nationaux et des nouveaux projets souverains inclura la contribution active d'experts en renforcement des capacités (RC) afin de garantir l'intégration, à un stade précoce, de l'analyse, des connaissances et des indicateurs en matière de RC. La production de connaissances en matière de RC sera intensifiée grâce à la réalisation d'un plus grand nombre d'évaluations du RC, conformément au calendrier de préparation des DSP pour tous les États fragiles, ce qui renforcera encore l'intégration du RC dans les opérations de la Banque.

La Banque consolidera également les résultats obtenus jusqu'à présent et poursuivra ses actions de renforcement de la résilience des États fragiles, en investissant davantage dans le développement des capacités des PMR à exécuter plus efficacement les projets souverains et à accroître leur capacité d'absorption des ressources consacrées au développement, conformément aux exigences en matière de gestion transparente et inclusive des investissements publics. Pour la période 2026-2030, cela se traduira par une formation systématique de tous les groupes de parties prenantes à la gestion de projets au début et à la fin de chaque projet, grâce à l'académie de gestion du cycle des projets, qui propose des programmes de formation homologués dans le cadre de la VCDA, accessibles, abordables, continus, diversifiés et personnalisés pour ces groupes.

c) Documents de programmation pays

Afin de renforcer la qualité et l'impact de ses opérations, la Banque utilise une série d'outils analytiques et stratégiques qui éclairent le dialogue sur les politiques, orientent les décisions d'investissement et alignent les interventions sur les priorités nationales et régionales. Les notes de diagnostic sur les capacités nationales (CCDNA) et les documents de stratégie pays (DSP) fournissent des évaluations approfondies des capacités institutionnelles et des défis en matière de développement, qui constituent la base de stratégies d'engagement adaptées. Les documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR) définissent les cadres nécessaires pour favoriser l'intégration économique et la collaboration transfrontalière.

Le cadre d'évaluation de l'additionnalité et des résultats en matière de développement (ADOA) évalue la valeur ajoutée et les résultats attendus en matière de développement des opérations proposées, en veillant à leur alignement sur les objectifs stratégiques de la Banque. Les rapports sur les pays (CFR) et les Perspectives économiques en Afrique (AEO) offrent des analyses complètes des tendances macroéconomiques et des environnements politiques, facilitant ainsi la prise de décisions fondées sur des données probantes. Ensemble, ces instruments permettent à la Banque de concevoir et de mettre en œuvre des opérations adaptées aux contextes uniques de ses pays membres régionaux, favorisant ainsi une croissance inclusive et un développement durable à travers le continent.

ECVP continuera de renforcer sa position de leader en tant que centre de la Banque pour la conception de stratégies et de diagnostics nationaux et régionaux de haute qualité, le renforcement des capacités et l'engagement stratégique afin d'éclairer les opérations de la Banque. La conception des stratégies nationales, des diagnostics et des initiatives de renforcement des capacités continuera de s'appuyer sur des données probantes afin de promouvoir une croissance inclusive et une transformation structurelle à travers l'Afrique. ECVP continuera d'œuvrer en étroite collaboration avec RDVP afin d'assurer que les documents de programmation sont pleinement alignés sur les priorités nationales et régionales en matière de développement, ainsi que sur les « High 5 » et la stratégie décennale de la Banque. Les normes et les délais de la Banque seront respectés lors de l'élaboration de ces documents de programmation.

d) Renforcement de la gouvernance économique et de la qualité des institutions :

Des efforts continueront d'être déployés pour améliorer la qualité et la préparation des opérations de gouvernance et de la Banque, et pour garantir un appui à la mise en œuvre en temps opportun, notamment grâce à un examen par les pairs plus rigoureux, à l'analyse des données et à une mobili-

sation précoce auprès des autorités nationales. Cela permettra d'éviter les difficultés liées à la gestion du portefeuille, telles que la lenteur des procédures d'achat et de décaissement, qui sont essentielles à l'amélioration des résultats. La décentralisation des chefs de projet et la poursuite des actions visant à renforcer nos équipes basées dans les bureaux régionaux contribuent à assurer l'efficacité de l'appui fourni à nos clients.

e) Exploiter les ressources naturelles de l'Afrique au profit du développement:

Le Plan d'action pour les ressources naturelles (NRAP 2025-2029) récemment approuvé offre le cadre et les outils nécessaires dont la Banque a besoin pour orienter et assister les PMR dans la gestion efficace de leurs ressources naturelles afin de bâtir des économies prospères, inclusives et résilientes pour les populations du continent, conformément à la stratégie décennale. Les principales activités relevant des trois piliers du PANR, à savoir la bonne gouvernance, l'évaluation du capital naturel et la facilitation des investissements, seront intégrées dans les stratégies et opérations régionales et nationales de la Banque, grâce à des partenariats internes et externes renforcés.

f) Étoffement du portefeuille du Groupe de la Banque :

ECVP continuera de renforcer les synergies entre ses évaluations ex ante et les évaluations ex post plus larges de la Banque, contribuant ainsi à la mise en place d'un mécanisme de retour d'information solide qui améliorera la qualité à l'entrée et permettra à la Banque de drainer stratégiquement les ressources vers les secteurs à fort impact et les PMR, conformément à la stratégie décennale, améliorant ainsi le processus décisionnel pour les futurs ONS.

ECVP continuera d'actualiser son cadre d'évaluation ex ante de l'impact sur le développement et de l'additionnalité afin de mieux l'aligner sur les thèmes transversaux essentiels pour l'avenir du continent et la stratégie décennale de la Banque, notamment en renforçant les évaluations relatives au financement de la lutte contre les changements climatiques, à la jeunesse, à l'égalité des sexes et aux États en transition où la Banque s'emploie à renforcer et à étendre son empreinte en matière de développement.

ECVP continuera de conseiller la Banque et sa haute direction quant à l'utilisation d'instruments financiers mixtes innovants qui combinent des financements concessionnels et des capitaux privés, en recourant à l'assistance technique, aux garanties et aux prises de participation afin de répartir les risques et de mobiliser des ressources supplémentaires en faveur du développement, améliorant ainsi la qualité et la viabilité des ONS dans l'ensemble des PMR.

Pour améliorer davantage la qualité de l'exécution des projets et la performance globale du portefeuille, ECVP va accélérer et intensifier ses ICFC dans tous les pays africains. Ces programmes de formation sur mesure sont conçus pour doter les personnes chargées de l'exécution des projets de la Banque, en particulier celles qui travaillent dans les ministères, les cellules d'exécution des projets et les institutions nationales, des compétences pratiques et des outils nécessaires pour gérer et exécuter efficacement les projets. En comblant les lacunes majeures dans les systèmes fiduciaires, les marchés publics, la gestion financière et la communication des résultats, les ICFC visent à renforcer les capacités institutionnelles au niveau national. Cet effort contribuera directement à rehausser les taux de décaissement, à réduire les retards dans la mise en œuvre et à assurer un plus grand impact sur le développement sur le terrain, renforçant ainsi l'engagement de la Banque en faveur d'un développement axé sur les résultats et l'appropriation par les pays.

5.2. Miser davantage sur une économie de la connaissance de l'avenir

ECVP continuera de renforcer sa position de leader éclairé, de générateur de connaissances et de précurseur en matière de questions courantes et émergentes liées au développement de l'Afrique. Pour ce faire, il s'attachera à :

a) Renforcer les produits de connaissance pour l'efficacité et l'impact du développement : ECVP continuera à fournir des informations économiques et des produits de connaissance stratégiques phares, notamment : a) les rapports mensuels d'information statistique (RIS) destinés à la haute direction et aux départements opérationnels de la Banque ainsi qu'aux gouverneurs du Groupe de la Banque, afin d'éclairer la planification des investissements et la gestion des politiques stratégiques. Les RIS sont adaptés aux besoins émergents et aux exigences spécifiques de la Banque et des PMR, en s'appuyant sur des sources de données innovantes et sur une collaboration étroite avec les experts en données de la Banque ; b) les rapports semestriels sur les perspectives macroéconomiques (PME)

[i] Voir l'étude sur le Cadre stratégique d'actions clés en faveur d'une croissance inclusive et d'un développement durable en Afrique.

[ii] Rapport mondial sur la gestion des finances publiques (2020) du PEFA. Disponible à : https://www.pefa.org/global-report-2020/en/report/what-is-pefa/.

publiés en janvier et en octobre de chaque année ; et c) les rapports annuels sur les perspectives économiques en Afrique (PEA), les rapports sur les perspectives économiques régionales (PER) et les rapports pays (RP) publiés en mai, juin et juillet de chaque année afin de fournir des analyses approfondies sur les performances et les perspectives économiques de l'Afrique, et d'examiner en détail un sujet thématique présentant un intérêt pour la dynamique de développement de l'Afrique dans l'économie mondiale à l'échelle continentale, régionale et nationale, respectivement.

b) **Amélioration des systèmes de données et l'intelligence artificielle :**

ECVP continuera de moderniser les systèmes de diffusion des données sur le continent dans le cadre de l'initiative « Autoroute de l'information pour l'Afrique » (AIH). La plateforme de données ouvertes (PDO 2.0) de la Banque continuera de faire l'objet des mises à niveau nécessaires afin de la positionner comme le centre continental de données facilitant l'accès aux données sur le développement à travers le continent. L'ODP 2.0 est entièrement conforme aux normes internationales en matière de données et de métadonnées et sera utilisée pour promouvoir de manière stratégique la normalisation et l'harmonisation des données à travers le continent. En outre, l'ECVP continuera à promouvoir l'adoption de sources de données nouvelles et innovantes, tout en tirant parti de l'analyse des mégadonnées et de l'intelligence artificielle pour développer des solutions fondées sur les données. Dans le cadre de l'initiative « Data Innovation Lab » de la Banque, l'ECVP poursuivra ses interventions en matière de renforcement des capacités afin de développer un vivier de compétences en science des données dans les PMR. Ces initiatives visent à développer des produits de données qui éclairent les politiques visant à relever les défis de développement uniques auxquels sont confrontés les pays africains et à accélérer la transformation structurelle du continent.

c) **Valorisation des ressources naturelles, comptabilité du capital naturel et gestion des investissements pour promouvoir la souveraineté en matière de ressources naturelles en Afrique**

ECVP renforcera la gouvernance des infrastructures et des ressources naturelles afin d'accroître la productivité et la compétitivité des économies africaines grâce à un dialogue sur les politiques et à des opérations.

ECVP continuera à mettre en œuvre le Plan d'action approuvé pour la gestion des ressources naturelles et la promotion des investissements en Afrique, ainsi que les recommandations du rapport « La richesse verte des nations ». ECVP collaborera également avec RDVP et les unités concernées du Groupe de la Banque, ainsi qu'avec des institutions telles que la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF), afin de tirer parti des connaissances et de l'expertise disponibles pour aider les PMR à mobiliser des investissements dans des corridors et des chaînes de valeur intégrés pour les ressources naturelles, afin de promouvoir la valorisation des ressources naturelles et l'industrialisation fondée sur les ressources naturelles dans les PMR, et coopérer avec les communautés économiques régionales (CER), afin d'intégrer la valorisation et l'industrialisation des ressources naturelles dans les plans de développement nationaux et régionaux, en mettant l'accent sur la bonne gouvernance, la mobilisation des ressources nationales et la promotion des investissements dans les corridors et les chaînes de valeur intégrés des ressources naturelles. L'objectif est d'offrir un cadre pour le développement du secteur privé, avec le secteur public comme catalyseur.

En outre, ECVP fournira une assistance technique stratégique et analytique pour soutenir la gouvernance des ressources naturelles, notamment en matière de transparence, de responsabilité, de participation publique, ainsi que la mise en place de cadres propices à l'amélioration de la mobilisation des ressources nationales, du contenu local et de la valeur ajoutée, et à l'adoption de pratiques durables de gestion des ressources naturelles.

En outre, ECVP continuera à renforcer les systèmes statistiques à travers le continent afin de remédier à leurs faiblesses institutionnelles et techniques, de soutenir la mise en œuvre du SCN 2025, de lutter contre le sous-financement chronique des enquêtes et la dépendance excessive à l'égard des fonds des bailleurs de fonds, de résoudre la fragmentation des écosystèmes de données et de promouvoir un dialogue politique de haut niveau afin d'aider les pays à entreprendre l'évaluation des ressources naturelles dans le cadre de la mesure du PIB. Ce faisant, ECVP fournira une assistance stratégique, technique et en matière de renforcement des capacités aux institutions nationales, aux bureaux de statistique et aux instances de dialogue politique de haut niveau afin d'aider les pays à mettre en œuvre la comptabilité du capital naturel, à mettre à niveau leurs systèmes de comptabilité nationale conformément au SNA 2025 et à rebaser leur PIB sur la base d'un SNA actualisé, à l'instar de leurs pairs. Cela comprendra la mise en œuvre des recommandations du rapport « Green Wealth

of Nations », l'accueil de la Communauté africaine de pratique sur le capital naturel (NCA-CoP) et de l'Académie africaine du capital naturel, en collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale, l'ALSF, la Plateforme mondiale de connaissances sur la croissance verte (GGKP) et le Réseau pour l'environnement et le développement (EfD), entre autres.

d) **Accélération de la croissance inclusive et du développement durable en Afrique :**

À la suite de l'adoption du rapport conjoint de la BAD, de la CUA et de l'Auda-NEPAD sur le cadre stratégique des actions Auda-NEPAD sur le cadre stratégique des actions clés pour parvenir à une croissance inclusive et au développement durable en Afrique, l'ECVP collaborera avec les pays pour mettre en œuvre les recommandations du rapport afin d'accélérer les taux de croissance annuels moyens du PIB à 7-10 % et les taux de croissance du PIB par habitant à au moins 3,5 % par an pendant plus de quatre décennies afin d'éradiquer la pauvreté en Afrique. Quatre pays africains sont désormais en bonne voie pour atteindre une croissance supérieure à 7 % en 2025, et plus de 23 pays affichent des taux de croissance du PIB supérieurs à 5 %. Avec un soutien soutenu, l'Afrique peut croître aux taux requis pour mettre fin à la pauvreté d'ici 2063. Plusieurs pays ont sollicité un soutien à cet égard.
Collaborer avec l'UA pour mettre en œuvre les recommandations du Rapport sur la croissance inclusive dans les pays membres de la CAE à travers des dialogues politiques, des programmes de sensibilisation et de plaidoyer, une assistance technique et des formations.

e) **Opérationnalisation de la MAAF conformément à la décision 817(XXXV) de l'UA :** Opérationnaliser la MAAF en collaboration avec la CUA et les autres parties prenantes, conformément aux directives de la décision Assembly/AU/Dec. 817(XXXV) de l'Assemblée de l'UA de février 2022.

f) **Renforcement de la responsabilité publique dans la prestation des services publics :**

Après le lancement réussi du rapport sur l'indice de fourniture des services publics en Afrique (PSDI) lors des assemblées annuelles de la Banque en 2025, ECVP collaborera avec les pays pour mettre en œuvre ses recommandations, notamment la production du rapport 2026 et le lancement du prix de la fourniture des services publics en Afrique aux niveaux continental, régional et national. Cette initiative vise à encourager les bonnes pratiques en matière de fourniture des services publics en Afrique.
La fourniture de services publics aux citoyens est au cœur de la gouvernance économique. En proposant un indice composite sur la prestation des services publics en Afrique, la Banque continuera de mener des réformes visant à accélérer la fourniture et à améliorer la qualité des services publics dans les secteurs essentiels en Afrique.

g) **Renforcement de la gouvernance économique, des finances publiques et de la gestion de la dette en Afrique :** Afin de continuer de renforcer la stabilité macroéconomique globale et le climat des affaires, d'améliorer les notations du risque souverain, d'améliorer la qualité et la disponibilité des données sur la dette intérieure et de réduire le coût du capital dans tous les pays, ECVP continuera d'apporter un appui stratégique structuré par le renforcement des capacités, l'assistance technique, le dialogue sur les politiques, les opérations d'appui programmatique et les opérations axées sur les résultats dans les principaux secteurs économiques. Ces travaux s'appuieront sur le nouveau Plan d'action pour la gouvernance économique et la gestion de la dette en Afrique. Ce volet comportera une approche programmatique intégrée des réformes de la politique macroéconomique, de la gestion des finances publiques et de la gestion de la dette, afin d'améliorer la mobilisation des capitaux nationaux, la productivité de la dette, de lutter contre les flux financiers illicites et la corruption, et de renforcer l'état de droit dans les PMR. Parmi les instruments d'exécution figureront la poursuite de la mise en œuvre de l'Académie de gestion des finances publiques (PFMA), du programme de formation des cadres à la gestion de la politique macroéconomique en Afrique (MEMA), des programmes d'assistance technique ciblés et des opérations axées sur les programmes/résultats dans les PMR. Afin d'aider les pays confrontés à des risques de refinancement de la dette, et de garantir la stabilité des prix en Afrique, la Banque collaborera avec la CUA pour soutenir la mise en œuvre du Mécanisme africain de stabilité financière (MASF) et de l'Institut monétaire africain (IMA), respectivement.

h) **Mobilisation de la diaspora africaine pour un développement et un financement transformateurs :** ECVP mettra en œuvre les recommandations de la réunion de haut niveau de 2022, coorganisée par le Groupe de la Banque, la CUA, le Secrétariat de la ZLECA et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur la mobilisation de la diaspora africaine pour le développement de l'Afrique. Cela comprend la promotion du Sommet mondial sur l'Afrique proposé, en partenariat avec la CUA, les organisations de la diaspora et les PMR. Les pre-

mières consultations avec les réseaux de la diaspora font apparaître un vif intérêt pour l'attribution du rôle de chef de file de la Banque dans ce domaine, ce qui met l'institution en position de jouer un rôle central dans la mise en œuvre de l'engagement de la diaspora, en tant que pilier transformateur de l'économie du savoir et de l'architecture du financement du développement en Afrique.

i) **Pilotage d'initiatives spéciales :** ECVP continuera d'apporter des solutions spécialisées pour relever les nouveaux défis du développement en Afrique, comme il l'a fait pour l'étude sur la croissance inclusive, le rapport « Mesurer la richesse verte des nations », l'AFSM et le PSDI. Le Programme de comparaison internationale (PCI) et le Programme de connaissances sur les infrastructures en Afrique (AIKP) seront renforcés afin de soutenir le programme d'intégration régionale du continent et de stimuler les investissements productifs dans les infrastructures. Parmi les initiatives spéciales prévues pour 2026 figure une étude sur l'optimisation des activités du secteur informel en vue d'accélérer le développement en Afrique.

j) **L'approche « une seule Banque » :** en vue d'optimiser les coûts de mise en œuvre et de maximiser l'efficacité opérationnelle, ECVP continuera d'œuvrer en collaboration avec toutes les unités de la Banque, et à tirer parti des compétences et de l'expertise des institutions partenaires existantes en Afrique et dans le monde.

FAISONS LA DIFFÉRENCE

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Contact: chiefeconomist@afdb.org